

CHRONOLOGIE D'UN GÉNOCIDE - AMÉRIQUE DU NORD



CLAUDE PAQUET

38 000 à 13 000 a.n.c. Arrivée des premiers habitants des Amériques. (Wright, 1993, p.xi; Dickason, 1992, p.21-35; Fiedel, 1987, p. 39-81 et Fumoleau, 1973, p.319) En Amérique du Nord, la présence des premiers humains a longtemps été datée aux environs de - 13 000 ans en se fondant sur les plus anciennes traces de " Clovis " découvertes sur le site de Gault au sud-ouest des États-Unis. Depuis, d'autres fouilles archéologiques ont permis à certains chercheurs d'affirmer qu'il faut remonter jusqu'à - 60 000 ans afin de dater l'arrivée des hommes sur le sol américain. La thèse dominante affirme qu'ils sont venus d'Asie par vagues successives en empruntant le détroit de Béring durant les époques glaciaires. Suivant le même chemin, voici seulement quelques milliers d'années, seraient ensuite arrivés les Inuits, lesquels se sont implantés dans les zones les plus septentrionales du continent. Plusieurs peuples amérindiens aujourd'hui disparus ont fondé des civilisations bien avant que ne débarquent les Européens. Citons les Mogollon, Hohokam, Anasazi...



12 000 Les premiers habitants du sud de l'Ontario sont arrivés il y a environ 12 000 ans, peu après la fin de l'ère glaciaire et le recul du glacier du Wisconsin. Ils occupaient un environnement quasi-toundra très sévère. La chair de caribou était la source principale de nourriture pour ces chasseurs- nomades, et aucune partie de l'animal a été perdue - les ossements et les bois de cerf auraient été façonnés en outils, tandis que les peaux auraient fourni du matériel pour fabriquer des vêtements et des abris. Les sites archéologiques paléo-indiens sont peu nombreux et difficiles à découvrir, ce qui suggère qu'il y avait une population très faible pendant toute cette période de temps prolongée. Ces rares sites archéologiques se composent principalement de petits tas d'outils de pierre et du débitage abandonnés où des outils de pierre ont été fabriqués, bien que parfois les restes fauniques tels que les os de caribou, du renard arctique, du lapin ou du lièvre se trouvent.

10 000 a.n.c. Occupation du nord-est de l'Amérique au recul de la dernière glaciation. Premières traces d'êtres humains dans la région de Mégantic, soit pendant la période paléo-indienne. (Delâge, 1985, p.48 et 54)

Vers 10 800 ans, la Nouvelle-Angleterre et la Nouvelle-Écosse reçoivent leurs premiers habitants et les groupes subséquents se rendront à Terre-Neuve via le détroit de Cabot en provenance de l'île-du-Cap-Breton. C'est à partir de Terre-Neuve que les migrants atteindront la Basse Côte-Nord, il y a environ 8 500 ans. Une sépulture datant de cette époque fut trouvée à l'Anse-Amour près de Blanc-Sablon. On présume que les Autochtones de l'époque se déplaçaient en pirogue plutôt qu'en canot d'écorce.

7 000 a.n.c. Les autochtones d'Amérique centrale cueillent les plantes comestibles, ancêtres des fèves, des courges et du maïs. (Ressources historiques, 1994, p.1)

6 000 a.n.c. Établissements humains le long du Saint-Laurent. (Delâge, 1985, p.54) Les Amérindiens de l'Archaïque exploitent toutes les ressources animales et végétales disponibles. Pour la première fois, on atteste la présence de chiens accompagnant les chasseurs dans leur voyage. Ils vivent un nomadisme saisonnier en fonction des disponibilités des ressources de la chasse, de la pêche et de la cueillette. Leurs outils se diversifient de même que les techniques pour les fabriquer, comme la taille, le bouchardage et le polissage. Ils martèlent également le cuivre natif pour s'en faire divers objets. La diversité des matières premières utilisées en provenance de régions lointaines telles que le Labrador, le lac Supérieur et la Pennsylvanie, témoigne de l'étendue de leur réseau d'échanges et de communications.

4 000 a.n.c Des populations de l'Arctique de l'Ouest poursuivent leur migration vers l'est du continent. On les appelle les Paléoesquimaux. Ils s'établissent dans l'Arctique québécois pendant 1 500 ans et vivent de la chasse aux mammifères marins et terrestres. D'après les résultats des recherches archéologiques, ces populations appelées Thuléens/Inuits se sont fixées il y a 2 500 ans sur un même territoire.

3 000 a.n.c. (Canada) Un dynamisme culturel puissant se manifeste chez les populations amérindiennes qui sont en pleine croissance démographique. Le nombre de sites archéologiques datant de cette période est d'ailleurs éloquent: plus de 1000 sont répartis dans toutes les régions du Québec! C'est durant cette période que des groupes de chasseurs-cueilleurs, apparentés par la langue et venus des Grands Lacs, occupent une partie de la vallée du Saint-Laurent. Ils adoptent peu à peu des innovations importées du sud comme la poterie et la culture du maïs. La cueillette de fruits, de plantes et de graines, prend une place plus importante dans l'alimentation à côté de la chasse et de la pêche. Comme pendant la période archaïque, les matériaux utilisés pour la confection des outils sont parfois exotiques : quartzite de Mistassini, de Ramah au Nouveau-Québec, jaspe de la Pennsylvanie, cuivre du lac Supérieur, montrant une sphère d'interactions d'échanges et de contacts très vaste. Cependant, la mobilité des groupes semble moindre: les Amérindiens fréquentent plus souvent les mêmes lieux et les occupent plus intensivement. Ce qui distingue surtout cette période, c'est ce que les archéologues appellent l'épisode Meadowood, une tradition culturelle qui se distingue par son abondante production d'outils en pierre. Cette tradition se caractérise aussi par un mode particulier d'ensevelissement des morts : la crémation dans des fosses avec de magnifiques offrandes telles que des pierres aviformes, des bifaces de cache en chert Onondaga, matériau provenant de la région de la péninsule du Niagara au nord du lac Érié, des gorgerins d'ardoise polie, des perles en cuivre natif...



1 000 a.n.c. Il y a 3000 ans, se produit une autre migration, celle des Néoesquimaux, en provenance de l'Arctique de l'Ouest. Après avoir traversé rapidement l'Arctique canadien, ils semblent remplacer les populations paléoesquimaudes qui disparaissent presque totalement de leur territoire traditionnel. Les Néoesquimaux sont les ancêtres de la plupart des Inuits d'aujourd'hui.

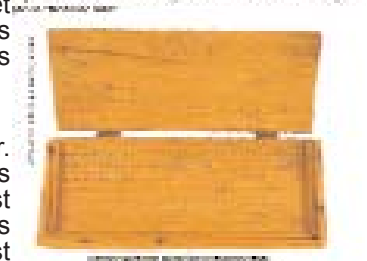
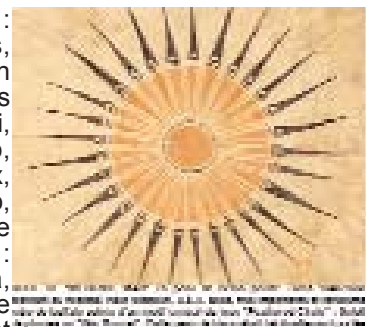
1000 (Canada) Les groupes de chasseurs-pêcheurs indiens se sédentarisent avec la culture du maïs, de la courge, de la fève, du tournesol et du tabac. Ce sont les Iroquoiens du Saint-Laurent. Ils construisent de gros villages de maisons longues entourés de palissades et peuplés parfois de plus de 2 000 personnes! Quant aux populations algonquiennes, elles continuent d'exploiter les ressources de leur environnement en pratiquant la pêche, la chasse et la cueillette.

1300 (Canada) Les Iroquois adoptent l'horticulture comme principal moyen d'acquisition des ressources alimentaires, facilitée par un réchauffement climatique de toute la vallée du Saint-Laurent. Toute une variété de produits allant du maïs au concombre, melon, courge, citrouille, tabac, poix et fèves de toutes couleurs sont alors cultivés. L'arrivée de l'horticulture a des conséquences socio-culturelles importantes. On remarque avec l'arrivée du maïs une forte augmentation de guerres intertribales. En fonction de leur environnement, les Amérindiens sont agriculteurs (maïs, haricot, courge, citrouille, pomme de terre, tournesol, canne à sucre, coton, tabac, plantes médicinales...), cueilleurs (tubercules, baies, pignons, glands, sirop d'érable...), pêcheurs (saumon, esturgeon, coquillages, crustacés, morue...), chasseurs (petit gibier, caribou, orignal, cerf, bison, loutre, castor, cétacés, phoque...), éleveurs (mouton, chèvre, dinde, chien...), artisans (vannerie, poterie, tannerie, tissage, joaillerie, armement, outillage, canoë...).

1400 (Canada) Avant l'arrivée des Européens, les modes de vie varient selon les peuples, mais des caractéristiques générales peuvent être distinguées. Disséminés sur un très vaste territoire, les Amérindiens n'ont jamais connu de pouvoir central. En revanche, des liens anciens unissaient des peuples variés en fonction de langues et d'usages communs, ce qui n'empêchait pas les conflits. Généralement, des communautés faisaient partie d'un clan qui lui-même appartenait à une tribu. Au final, les tribus s'unissaient dans des confédérations. Ce système d'organisation a permis à certains peuples de résister avec force à l'invasion états-unienne. À l'intérieur d'un même peuple, on peut trouver des sédentaires et des nomades, ou encore des semi sédentaires : tout est fonction des circonstances. La terre appartient à tous. La notion de propriété privée n'existe pas, mais chacun dispose d'une partie des biens qu'il a acquis. Le système tribal impose la solidarité entre les membres des communautés : la redistribution est une nécessité. Dans les actuels Canada et États-Unis vivaient alors plusieurs confédérations. Au nord, se trouvaient les peuples algonquiens : Mohican, Pequot, Narragansett, Wampanoag, Massachusetts, Penacock, Abenaki, Malécite, Micmacs, Betsiamites, Atikamekw, Algonquins, Innus-Montagnais, Beothuk... La confédération Iroquoise s'étendait dans la même



zone géographique. Six nations la constituaient : Cayugas, Mohawks, Onneiouts, Onondagas, Tsonnontouans (Sénécas) et Tuscarora. En avançant dans les terres, vers et au-delà des grands lacs, vivaient les Chippewa, Cree, Miami, Delaware, Mohegan, Powhatan, Pamlico, Nanticoke, Montauk, Menominee, Shawnee, Fox, Potawatomi, Sauk, Ottawa, Kickapoo, Arapaho, Blackfoot, Cheyennes... En descendant vers le sud, on trouve les peuples de langue Siouan : Sioux, puis les Arikaras, Wichitas, Omaha, Comanches et Kiowas. Le sud-ouest est le territoire des Utes, des Paiutes, des Navajos et Hopis. Au Canada, sont implantés les Assiniboines au centre et les Chinook et les Haidas à l'ouest. (liste non-exhaustive)



1492 Arrivée de Christophe Colomb en Amérique. Contrairement aux Vikings, Christophe Colomb et ses successeurs vont s'y établir. Dans les îles qu'ils s'approprient, des peuples sont présents. Leur histoire et leurs modes de vie restent méconnus. Arawaks, Tainos ou Caraïbes ont disparu ou se sont fondus dans les populations d'origine européenne et africaine. La population des Amériques est évaluée à 100 000 000 habitants, soit 1/5 de la population mondiale. On estime que les maladies auraient anéanti jusqu'à 93% des populations autochtones. (Wright, 1993, p.4, Delâge, 1985, p.14-15, p.54-57 et Dickason, 1992, p.26) Au Mexique, la population est de 25 millions en 1519. Elle n'est que d'un million un siècle plus tard. (Delâge, 1985, p.15) Les communautés pouvaient être denses, jusqu'à plusieurs centaines d'habitants. Les nomades des plaines et des plateaux du nord-ouest logeaient dans les fameux tipis ou des wigwams, huttes faites de branchage. Des maisons élaborées, en bois notamment, étaient bâties par les Indiens de l'est. Elles étaient parfois vastes, afin d'abriter une ou deux dizaines de familles. D'autres encore élevèrent des villages en pierre et en brique dans la montagne, tels que les Anasazi du sud-ouest. Les descendants de ce peuple disparu avant l'arrivée des Européens, les Pueblos, ont conservé ce type d'habitat.

1493 Le Pape Alexandre VI déclare que les peuples d'Amérique sont des humains aptes à la vie civilisée et chrétienne. (Goulet et Peelman, 1983, p.129) Le pape confie la responsabilité missionnaire des terres d'Amérique aux rois chrétiens d'Espagne et du Portugal. (Peelman, 1992, p.91) Chez les Amérindiens, un Grand Esprit règne sur toute chose. Les uns le nomment Manitou, d'autres Wacantanka. Le culte des esprits de deuxième ordre, si l'on peut dire, est généralisé. Bénéfiques ou maléfiques, ils sont partout : dans les éléments naturels, les végétaux, les animaux... Des cérémonies de taille et de forme différentes sont régulièrement organisées afin qu'ils interviennent en faveur des humains ; le tabac, notamment, est utilisé durant ces cérémonies au cours desquelles des danses en cercle mènent à la transe. Les chamans appelés " médecine man " qui les dirigent sont réputés être des guérisseurs.

1500 On estime qu'au XVI^e siècle le nombre de langues des différents peuples des Amériques était de 2 200. (Dickason, 1992, p.23) Au début du XVI^e siècle, il y a en Amérique du Nord 190 langues dont 42 familles rattachées à 9 phyla et 31 langues non-classifiées. (Delâge, 1985, p.56) Après la venue de Jean Cabot en 1497 sur la côte du Labrador et de Corte Real en 1501, les pêcheurs bretons, portugais et espagnols sont les premiers à exploiter les bancs de morues dans le détroit de Belle-Isle. Quarante ans plus tard (1530-40) arriveront les chasseurs de baleines basques. Ces deuxième contacts (après ceux des Vikings) entre Amérindiens et Européens s'établissent mais cette fois-ci, de manière définitive pour le meilleur et le pire. La société indienne n'était aucunement préparée au contact avec les Européens. Ces premières rencontres furent pour l'Indien un choc brutal en découvrant tout à coup un mode sans proportion avec le sien. Habitué à interpréter les phénomènes naturels en termes spirituels, les Amérindiens furent fortement ébranlés dans ce qui était à la base même de toute la structure de leur vie culturelle : sa religion ; sûrement, les esprits avaient, chez les Blancs, une puissance infiniment supérieure aux siens au point de saper l'autorité des chefs et des sorciers. A mesure que les relations avec les Blancs se faisaient plus intimes, l'âme indienne se désintégrait un peu plus. Au contact des produits européens (eau-de-vie, fusils etc.) toute la vie indienne fut bouleversée. A chaque fois qu'ils adoptaient un produit européen, les Amérindiens abandonnaient quelque chose de leur culture. Petit à petit, certaines traditions fondamentales sont oubliées amenant le déperissement physique et moral des communautés. Bien sûr, l'eau-de-vie fit son œuvre destructrice mais ce n'est qu'un élément parmi beaucoup d'autres dont le plus important est la perte de la compréhension spirituelle de sa situation vis-à-vis ce « Nouveau Monde » ébranlant ainsi les racines-mêmes de tout le système tribal. Frenette, p.77-118

1500 (Canada) Le premier acte esclavagiste européen fut commis par le Portugais Gaspar Corte Real contre les Béothuks de Terre-Neuve en 1500. Ce rapt devait servir à payer les dépenses de l'expédition suite à la vente des indiens comme esclaves.

1509 (Canada) En explorant le golfe du Saint-Laurent, Thomas Aubert prend sept captifs qu'il ramène en France. (Delâge, 1985, p.94) Thomas Aubert, originaire de Rouen (France) ramène 7 Amérindiens en Normandie (Trigger, 1985, p. 176)

1524 Financé par les banquiers de Lyon, le navigateur italien Giovanni da Verrazzano navigue vers l'ouest dans le but de découvrir de nouvelles terres. Il explore la côte américaine de la Floride à Terre-Neuve et nomme ces terres « Francesca », en l'honneur du roi François I^{er}. En 1529, son frère Girolamo écrit sur sa carte des nouvelles terres explorées « Nova Gallia » (ou Nouvelle-Gaule). On utilisera par la suite le nom de Nouvelle-France pour identifier ces nouvelles terres du nord-

est de l'Amérique.

1532 Francisco de Vitoria, un théologien dominicain espagnol, (1480-1546), soutient que les autochtones d'Amérique sont des êtres humains, propriétaires de leurs terres et ont droit à la propriété de leurs biens et à la liberté de leur personne. (Goulet et Peelman, 1983, p.129)

1534 (Canada) Jacques Cartier explore le Saint-Laurent. Il prend contact avec Donnacona, Iroquoien de Stadaconé (Québec) et prend deux Amérindiens captifs, fils ou neveu de Donnacona. (Trigger, 1985, p. 183)

1535 (Canada) Jacques Cartier visite Hochelaga (île de Montréal), revient à Stadaconé et y passe l'hiver. Plusieurs français sont atteints du scorbut et les Amérindiens les guérissent avec de la tisane d'écorce de cèdre blanc. (Trigger, 1985, p. 186) Une forte épidémie frappe les Stadaconiens. (Delâge, 1985, p.96)

1536 (Canada) Jacques Cartier enlève le chef Donnacona et 9 Iroquoiens qu'il ramène en France. Tous y meurent sauf une femme. (Trigger, 1985, p. 187)

1537 Le pape Paul III affirme dans la bulle Sublimus Deus que les Indiens sont véritablement humains et qu'ils peuvent non seulement comprendre la foi catholique mais la désirent ardemment. (Hendrey, 1969, p.221) Il affirme qu'on doit leur reconnaître les droits de l'homme. (Champagne, 1985, p.25)

1541 (Canada) Jacques Cartier s'installe à Cap Rouge, près de Québec, avec plusieurs centaines de colons. Durant l'hiver plus de 35 hommes de Cartier sont tués par les Iroquoiens. (Trigger, 1985, p. 187-188)

1569 Thévet, cosmographe français (1517-1592), définit les sauvages comme des «peuples barbares qui vivent sans loi, sans police, sans religion, et qui n'ont point d'habitation fixe.» (Goulet et Peelman, 1983, p.130)

1570 (USA) Naissance de la ligue des Iroquois. Autour de 1570, un dénommé Deganawidah forme une confédération de cinq nations indiennes, en Amérique du Nord. Cette "Ligue des cinq nations" rassemble les Mohawks, les Onondagas, les Oneidas, les Senecas et les Cayugas. Particulièrement puissants, les Iroquois mèneront plusieurs guerres contre d'autres peuples et se feront les ennemis des Français, lorsque ceux-ci débarqueront sur le territoire canadien, au début des années 1600. Aux alentours des années 1720, la confédération comptera un nouveau membre, le peuple des Tuscaros, provenant de la future Caroline du Nord. Au cours du XVIIIe siècle, les Iroquois soutiendront les Anglais contre les Français et feront de même lors de la guerre d'Indépendance.

1585 : (USA) Richard Grenville et ses sept navires affrétés par Walter Raleigh accostent à Roanoke pour organiser la colonisation de la Virginie pour l'Angleterre. Les Indiens qu'ils y rencontrent se montrent hospitaliers, mais suite au vol d'une tasse en argent par l'un d'entre eux, Grenville pille et incendie leur village.

1587 : (USA) Un groupe de colons anglais tente de s'installer dans la colonie de Roanoke désertée, en Caroline du Nord.

1598 Le cheval est introduit au Nouveau Mexique par Don Juan de Qnote. (Grant, 1984, p.144)

1599 (Canada) La compagnie de Chauvin (Pierre de Chauvin de Tonnetuit) obtient le monopole du commerce des fourrures. Il obtient plus tard d'élargir son commerce le long du Saint-Laurent. Les fourrures proviennent d'aussi loin que la baie James et le sud de l'Ontario (Trigger, 1985, p. 241-243)

1600 Au XVIIe siècle, la France adopte une politique de métissage afin d'accélérer le peuplement de la colonie d'intégration des peuples autochtones et la francisation. (Savoie, 1993, p. 3)

1603 Les Algonquins s'allient aux Français. Peuple habitant le nord-est du Canada, les Algonquins s'allient aux Français dès leur arrivée sur le territoire, mais cette entente leur coûte cher. Ennemis jurés des Français, les Iroquois portent rapidement leurs attaques sur les Algonquins, qui ne peuvent rivaliser. Déjà affaiblie par les épidémies, la population algonquine sera disséminée à l'ouest. Plus tard, le terme "algonquin" fera référence aux tribus de langue semblable, parmi lesquelles figureront les Delawares, les Shawnees ou encore les Mohicans.

1608 (Canada) Samuel de Champlain, débarque au pied du cap Diamant en amont de la rivière et fonde la ville de Québec. Il y installe une colonie française permanente. À son apogée, la Nouvelle-France était un gigantesque territoire qui couvrait la majorité de l'Amérique du Nord. Ce territoire était divisé en trois grandes régions : le Canada (l'actuel territoire du Québec et de l'Ontario), la Louisiane (qui couvrait alors tout le Midwest américain) et l'Acadie (aujourd'hui le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard).

1609 (Canada) Les premiers Hurons viennent rencontrer les Français dans la vallée du Saint-Laurent (Trigger, 1985, p. 245) Le chef algonquien Iroquet, le chef

wendat Outchataguin et 300 Algonquiens et Hurons demandent à Champlain et ses compagnons de s'unir aux Algonquiens, aux Hurons de Wendats et aux Montagnais (Innus) dans le but de faire la guerre aux Iroquois. En acceptant cette alliance historique, Champlain ne se doute pas que Québec deviendra un poste lucratif de la traite des fourrures. Ces trois premières nations contrôlent la voie d'accès du fleuve Saint-Laurent. Il remonte la rivière des Iroquois (Richelieu) jusqu'à un lac auquel il laissera son nom. C'est là que Champlain affronte 200 Iroquois pour la première fois. Champlain braque son arquebuse et fait feu sur l'un des Iroquois. Ces derniers sont terrifiés. Champlain et ses 60 alliés sont vainqueurs mais les Iroquois seront désormais les ennemis à mort de la Nouvelle-France.

1609 (USA) Des Hollandais commencent à commercer sur le fleuve Hudson (État de New York) et, en 1614, ils établissent des postes à Manhattan et en amont du fleuve à Orange (Albany). Cette activité marque le début d'une intense rivalité entre deux empires commerciaux naissants.

(Canada) Au cours de ces années, le grand nombre de négociants qui envahissent alors la région du Saint-Laurent et la concurrence impitoyable qu'ils se font diminuent fortement les profits. En vue d'imposer un certain ordre, la Couronne accorde alors des monopoles dans ce commerce à certains individus. Ceux-ci s'engagent en retour à protéger les droits des Français sur les nouveaux territoires et à aider l'Église catholique dans ses tentatives de convertir les autochtones au christianisme.



1610 (USA) La flotte de sir De La Warr arrive en Virginie avec du ravitaillement et de nouveaux colons et réoccupe Jamestown, qui compte alors 300 habitants. 9 août 1610, première guerre anglo-powhatans : les colons de Jamestown attaquent le village indien de Paspahegh. Lors de la famine à Jamestown au cours de l'hiver, certains colons se sont réfugiés auprès du chef indien Powhatan pour se nourrir. Lorsque l'été revient, le gouverneur de la colonie, Thomas Gates, demande à Powhatan de restituer les fugitifs. Devant son refus, un groupe de soldats attaque un village, tue une quinzaine d'Indiens, brûlent les habitations et saccagent les cultures de maïs. Ils se saisissent de la reine de la tribu et de ses enfants, puis les massacrent.

1611 (Canada) Les Jésuites rapportent que les Micmacs se plaignent des maladies et de la mortalité qui succèdent au passage des Européens. (Delâge, 1985, p.97)

Première rencontre d'un Européen, Henry Hudson, avec des Amérindiens sur la limite orientale du territoire des Cris. (Thistle, 1986, p. 4) Ces Cris refusent tout commerce avec Hudson. Plus tard, une partie de l'équipage est tuée par des Inuit. (Neatby, 1966, p.387)

1612 (Canada) Le navigateur anglais Thomas Button (?-1634) est en charge d'explorer la Baie d'Hudson et de trouver le Passage vers l'Ouest. Il part de Londres en mai 1612 avec deux navires, le "Resolution", commandé par le capitaine Nelson et le "Discovery", commandé par le capitaine Ingram. Prickett et Bylot sont embarqués comme pilotes. Hormis la première traversée de la baie d'Hudson d'est en ouest, il va reconnaître dans la première partie de son voyage l'Île Resolution et découvre l'Île Coast. A la mi-août, sur la côte ouest de la baie, il s'aperçoit qu'il n'y a pas de passage vers le Pacifique. A cette date il nomme la zone découverte Hope's Chek'd (échecs aux espoirs).

1615 (Canada) Les Récollets débarquent à Québec à la demande de Champlain. Puisque les Récollets sont farouchement opposés à un mode d'exploitation coloniale reposant essentiellement sur le commerce, ils seront remplacés par les Jésuites qui comprennent que sans ce commerce, il n'y aurait ni présence française en Nouvelle-France, ni mission. Par cette alliance avec les marchands, les Jésuites peuvent infiltrer les communautés amérindiennes éloignées et se servir du commerce des fourrures comme outil de financement de leur mission. La réduction est un projet des missionnaires jésuites pour convertir et assujettir les communautés amérindiennes. Les réductions sont créées au Paraguay par les Jésuites et proposent un mode de colonisation permettant l'exploitation des ressources du Paraguay tout en assurant l'évangélisation de ses habitants : les Guaranis, nation la plus peuplée du Paraguay. Cela impliquait qu'il fallait réduire la liberté du « Sauvage » pour le dompter et le mener à la civilisation chrétienne. La réduction de l'espace physique n'est que le prélude à leur réduction aux valeurs chrétiennes par la pratique religieuse pieuse et au renoncement à toute coutume autochtone contraire aux règles de l'Église. Ce modèle d'évangélisation des Autochtones d'Amérique du Sud sera repris par les Jésuites en Nouvelle-France, le but : transformer les nomades en parfaits néo-Français auxquels on accorderait protection. Les réductions s'inscrivent donc dans le processus politique de tout État colonial expansionniste. Les Jésuites créeront ainsi 5 réductions pour 5 nations amérindiennes : les Algonquins, les Montagnais, les Hurons, les Iroquois et les Abénaquis. Les réductions sont donc les ancêtres directs des réserves amérindiennes que l'on connaît aujourd'hui.

1616 (USA) Une épidémie de variole décime la population indienne en Nouvelle-Angleterre.

1617 (USA) Les colons de Virginie expédient le premier chargement important de tabac à destination de l'Angleterre. Introduction en Virginie de l'indenture, contrat de servitude temporaire, par lequel un homme s'engage à travailler pour une durée limitée sur les terres d'un colon en échange de son voyage et de l'obtention d'une terre en pleine propriété au terme du contrat. Le contrat se généralise au point de concerner un tiers de la population de Nouvelle-Angleterre. Ces serviteurs sous contrats, hommes et femmes, voyagent dans des conditions effroyables et sont vendus à leur arrivée comme des esclaves.

1618 Champlain propose à Louis XIII dans un mémoire d'évangéliser les indigènes et d'établir des centres importants.

1620 (USA) Arrivée des Puritains du Mayflower à Plymouth près de Cape Cod et de l'actuel Boston. 1620 : arrivés sur le Mayflower, pris dans la tempête, les Pilgrim Fathers, 102 puritains anglais débarquent en Amérique (Nouvelle-Angleterre), à Cap Cod et fondent le 20 décembre la colonie de Plymouth, première ville du Massachusetts, hors de la concession octroyée par le roi (1622). Ces Pilgrim's fathers (41 en tout) ont dû fuir Nottingham (1608), pour s'établir à Leyde dans les Provinces-Unies. Ils signent un accord, le Mayflower Compact, qui est à la base d'une démocratie calvinienne. Les colons, arrivés trop tard pour les plantations, vivront un premier hiver difficile. Leurs tentatives de cultures échouent pour la plupart et la moitié de la colonie meurt de maladie.

1621 (USA) Au printemps suivant, les indiens iroquois leur enseigneront la culture du maïs, ainsi que la chasse et la pêche dans ces terres inconnues. Les colons du Mayflower sont sauvés de la famine par le chef Massasoit. C'est l'origine de Thanksgiving. Lorsque les Pères pèlerins et les colons du Mayflower, s'installèrent, Massasoit, père du chef indien appelé « le roi Philip », grand sachem de la tribu Wampanoag, forma une alliance avec eux lors d'un repas auquel les Pères pèlerins l'avaient convié, lui et 90 de ses hommes, afin de célébrer les premières récoltes de la colonie de Plymouth en 1621. Durant ce festin, des dindes furent offertes (épisode commémoré aujourd'hui par la fête de Thanksgiving). Le chef Massasoit renouvela ce même rite d'alliance avec les membres de la colonie de la baie du Massachusetts en 1638. A la suite de leur première récolte, les colons décideront de remercier Dieu et les Indiens. Ces derniers célébraient déjà "thanksgiving" à l'automne, après les moissons. Les pèlerins reprennent cette idée : chaque année, ils célèbrent la récolte d'automne au cours du "Thanksgiving Day".

1621 Fondation de la compagnie hollandaise West Indische Compagnie. (Delàge, 1985, p.26)

1622 (USA) Une colonie massacrée par les Indiens - Face à l'expansion croissante des colons sur leurs territoires du Sud des Etats-Unis, les Indiens attaquent une colonie de Virginie et tuent plus de 350 personnes. Ils devront ensuite faire face à de violentes représailles.

1624 (USA) La Compagnie néerlandaise des Indes occidentales envoie le premier contingent de 30 familles de colons vers la Nouvelle-Néerlande, composées pour la plupart de protestants wallons. Dix-huit d'entre elles remontent l'Hudson et fondent Fort Orange près de l'actuelle Albany. Des colons occupent temporairement Noten Eyland (Governors Island) dans le delta de l'Hudson, avant de s'installer à Manhattan l'année suivante. 13 mai

1625 (USA) Whitehall : une proclamation royale déclare que la Virginie, les Bermudes et la Nouvelle-Angleterre font partie de l'Empire anglais. Une administration coloniale est instituée. La Virginie devient colonie de la Couronne britannique. Elle est placée sous l'autorité d'un gouverneur nommé par la Couronne, flanqué d'un Conseil et d'une Chambre élus par les colons.

1626 (USA) Achat de l'île de Manhattan aux Manhattes par la compagnie hollandaise West Indies pour le prix de 60 florins, soit la valeur de dix peaux de castor. Cet acte constitue la première reconnaissance des droits territoriaux des Autochtones en Amérique du Nord.

1627 (Canada) Richelieu crée la compagnie dite de la Nouvelle-France ou des Cent Associés pour coloniser la vallée du Saint-Laurent. 400 colons partent en 1627. (Delàge, 1985, p. 109)

«Le baptême conférait à tout Indien la nationalité française depuis l'acte de fondation de la Compagnie des Cents Associés, ce qui permettait à l'Indien 'naturalisé' de profiter des avantages commerciaux découlant de cette nationalité. L'Indien chrétien recevait notamment le privilège de porter une arme à feu.» (Louchez, 1992, p.12, note 47)

1630 (USA) Colonisation de la baie du Massachusetts par la compagnie anglaise du même nom. Chaque actionnaire reçoit 200 arpents de terre pour s'installer. John Winthrop devient gouverneur de la colonie de la baie du Massachusetts. Il justifie son occupation des territoires indiens par le fait que la terre est juridiquement « vacante ». Il prétexte que les Indiens n'ont pas « soumis » la terre, et en conséquence n'ont qu'un droit « naturel » sur elle et non un droit « réel ».

1632 (Canada) La famille Couillard-Hébert reçoit le premier esclave de la colonie en cadeau. Il s'agit d'un petit Noir des Antilles. L'esclavagisme est courant en Nouvelle-France jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. L'historien Marcel Trudel a recensé 4092 esclaves, dont 2692 Amérindiens (les préférés des francophones) et 1400 Noirs (préférés des anglophones) appartenant à environ 1400 maîtres. La région de Montréal domine avec 2077 esclaves comparativement à 1059 à Québec et 114 à Trois-Rivières. On compte 31 unions entre Français et esclaves amérindiens et 8 autres entre Français et esclaves noirs. Plusieurs Québécois d'aujourd'hui ont donc des esclaves dans leur arbre généalogique

1634 (Canada) Installation d'un comptoir de traite à Trois-Rivières (Trigger, 1985, p. 246)

Les Jésuites, Bréboeuf et Daniel, s'installent chez les Hurons. (Delàge, 1985, p.174 et Kah-ge-ga-gah-Bowh, 1850, p.206)

1634-1663 (Canada) Nombreuses épidémies dans le nord-est de l'Amérique dont l'épidémie de 1660 à 1663 qui s'étend de l'Atlantique au lac Supérieur. (Delàge, 1985, p.97-98)

1636 (Canada) Les Ursulines fondent à Québec un «séminaire de filles» pour les Françaises et les Amérindiennes. (Vincent et Arcand, 1979, p.202)

1636 (USA) Le négociant du Massachusetts John Oldham est tué par les indiens à Block Island. Août 1636 : suite au meurtre d'un négociant blanc, John Stone, fauteur de trouble et kidnappeur d'indien avéré, par les Pequots au Connecticut en 1634, puis à celui de John Oldham, une expédition punitive quitte Boston pour attaquer les Indiens narragansetts de Block Island que l'on prend pour des Pequots. Les Indiens se réfugient dans les forêts et les Anglais investissent des villages désertés, détruisant les récoltes.

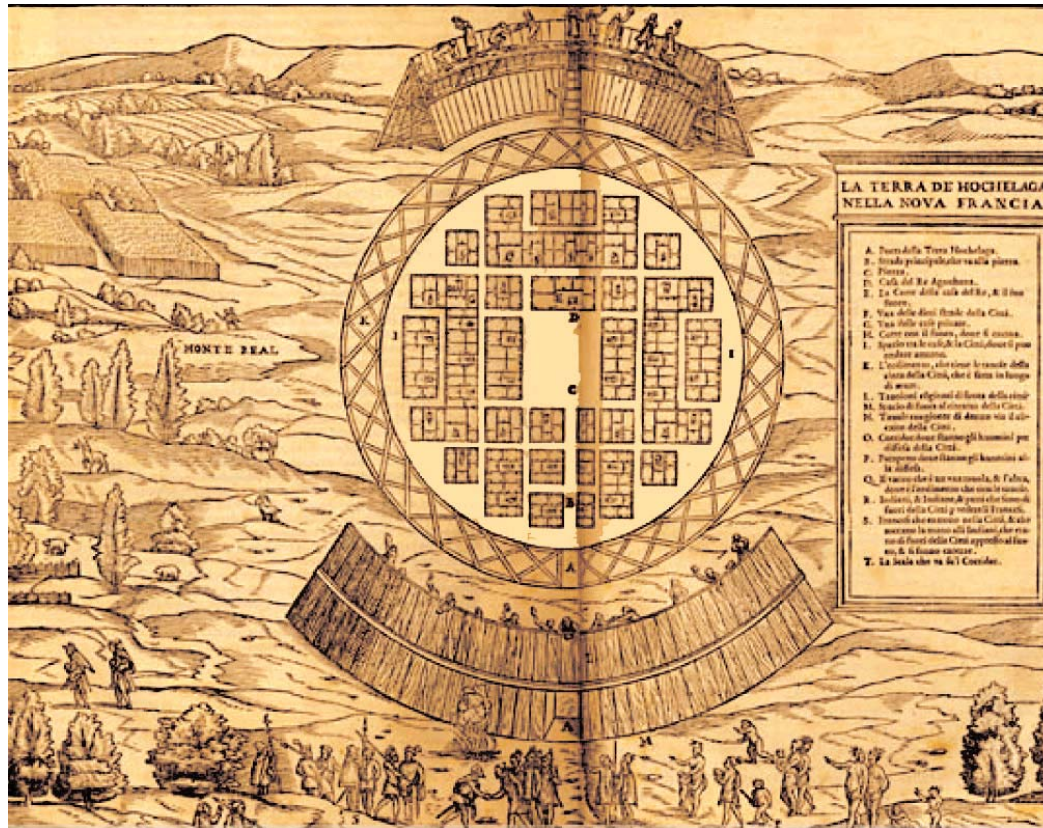
13 décembre 1636 : fondation d'une milice au Massachusetts, à l'origine de la Garde nationale des États-Unis, contre les Pequots.

La tribu Pequot est une tribu amérindienne qui vivait au XVII^e siècle dans la région du Connecticut au nord-est des États-Unis. Ils appartenaient au groupe linguistique des Algonquiens.

1637 (USA) Les Pequots sont massacrés. Alors qu'ils s'opposent à la colonisation britannique de leur territoire depuis des années, les Pequots sont victimes d'une attaque dévastatrice de leurs ennemis blancs. Presque toute la tribu sera décimée. Ils furent quasiment tous décimés lors de la Guerre des Pequots (1637) et

notamment lors du Mystic massacre qui les opposait aux colons anglais. Les survivants s'enfuirent, abandonnant leurs terres.

1638 (USA) À Boston, William Pierce le capitaine du Desire importe la première cargaison d'esclaves de la Barbade, qu'il échange contre des esclaves amérindiens, les traces écrites établissant la première présence d'esclaves noirs au Massachusetts vers 1638.



21 septembre 1638 : traité de Hartford ; fin de la guerre contre les Pequots en Nouvelle-Angleterre (Connecticut) commencée en mai 1637. Les Pequots survivants sont vendus comme esclaves. La langue et l'emploi du nom Pequot devient hors-la-loi dans les colonies anglaises.

1639 (Canada) Les Iroquois reçoivent des armes des Hollandais de New York et d'Albany et déclarent la guerre aux Français.

1640 (Canada) La moitié de la population huronne-wendat du pays de Wendake a déjà succombé aux épidémies de variole.

1641 (Canada) À l'invitation des Ojibway, des Jésuites se rendent à l'extrémité est du lac Supérieur (au Sault Sainte-Marie) y rencontrant 2 000 Ojibway qui leur font connaître l'existence des Dakotas. (Kah-ga-gah-Bowh, 1850, p.206)

13 juin 1641 Début de la première guerre franco-iroquoise qui elle durera 25 ans, malgré de nombreux traités de paix qui interrompent sporadiquement la guerre.

1642 (Canada) Fondation de Montréal le 17 mai. Le sieur Paul Chomedey de Maisonneuve et Jeanne Mance, accompagnés d'une cinquantaine de personnes, débarquent sur l'île de Montréal à Hochelaga et fondent Ville-Marie (qui deviendra plus tard Montréal). La messe de fondation de Ville-Marie a lieu le lendemain, soit le 18 mai 1642.

1643 (USA) Massacre par les Hollandais de 80 Indiens pacifiques réfugiés à Pavonia, en Nouvelle-Néerlande, après une attaque des Mohawks. Début de la Guerre de Kieft, insurrection générale de onze tribus indiennes contre les colons (1643–1645).

1647 (Canada) Création du Conseil de Québec qui est chargé de l'ordre et de la justice en Nouvelle-France. À l'origine, il était formé des gouverneurs de Montréal et de Québec et du supérieur des jésuites. En 1663, le Conseil de Québec a été supprimé et remplacé par le Conseil Souverain.

1649 (Canada) Le pays des Hurons est détruit. Les Hurons massacrés par les Iroquois. Peuple indien vivant au Canada, les Hurons sont attaqués par les puissants Iroquois. Bien que leurs modes de vie ne soient pas très différents, les deux populations se combattent avec rage depuis des années. Les Hurons, qui avaient demandé le soutien des Français contre leurs ennemis, en vain, seront anéantis. (Delâge, 1985, p.173)

(USA) John Elliot créa La Société pour la propagation de l'Évangile en Nouvelle-Angleterre, début de la mission protestante en Amérique du Nord. Il y avait près de 4 000 convertis en 1675, réunis en villages chrétiens. Ces villages furent détruits en 1675 par les Indiens qui avaient résisté à la conversion. (Louchez, 1992, p.15)

1653 (Canada) Marguerite Bourgeoys arrive à Montréal. Elle fonde une école de filles et en fait construire une autre pour les enfants des colons. Plus tard, on lui confia les Filles du Roy, ces orphelines qui choisiront la Nouvelle-France pour y trouver mari et aider au peuplement.

1656 (Canada) Médard Chouart Sieur des Groseilliers fait la traite au nord des Grands Lacs se rendant jusqu'à Green Bay où il rencontre des Cris. (Thistle, 1986, p.7)

1660 (Canada) Bataille de Long Sault. Le 1er mai, Adam Dollard des Ormeaux et 16 de ses amis arrivent à Long-Sault et attendent, dans les restes d'une palissade abandonnée, les Iroquois (qui avaient déclaré la guerre aux Blancs) qui remontent la rivière Ottawa. Ne sachant pas que le groupe d'Iroquois compte environ 300 hommes, ils se barricadent dans leur palissade où ils seront assiégés pendant une semaine. Les Hurons font défection, l'eau se met à manquer, et quand un baril de poudre explose dans la palissade, les assiégés tombent aux mains des Iroquois.

1662 (Canada) Légalisation du commerce de l'alcool en Nouvelle-France. (Vincent et Arcand, 1979, p.117)

1664 (USA) La Commission royale nommée par la Couronne pour recevoir les plaintes des Amérindiens de la Nouvelle-Angleterre, rappelle que les peuples autochtones sont propriétaires de leurs terres cultivées jusqu'à ce qu'ils les cèdent en les donnant ou en les vendant. (Dussault et Erasmus, 1993, p.15)

1665 (Canada) Un traité de paix est conclu à Québec entre les quatre nations iroquoises (Onondagas, Cayugas, Senecas et Oneidas) et la couronne de France, représentée par le Seigneur de Tracy. Le traité présente les nations amérindiennes comme étant autonomes, des nations qui, en possession de leurs territoires se gouvernent elles-mêmes dans un contexte de suzeraineté française et sous la protection de la France. (Dussault et Erasmus, 1993, p.12)

1668 (Canada) Le gouvernement de la France entre dans la phase 2 de l'assimilation des Premières nations alliées, la première ayant été l'évangélisation de celles-ci. Ils veulent désormais franciser les Autochtones.

1670 (Canada) Le roi d'Angleterre Charles II accorde à la Compagnie de la Baie d'Hudson, ayant son siège social à Londres, le monopole des fourrures dans tout le bassin des rivières se jetant dans la baie d'Hudson. La CBH est la plus ancienne compagnie commerciale à capital-actions du monde anglophone. Par la suite, des navires en provenance de l'Europe sillonnèrent presque chaque été les eaux du détroit d'Hudson pour aller réapprovisionner les postes de la CBH dans la baie James et la baie d'Hudson. Les nouveaux postes de traite devinrent rapidement des lieux de rassemblement saisonnier des familles crie en premier et inuites plus tard qui venaient au printemps commercer (salaisons, avoine, sucre, thé, tissus) et en profitaient également pour attendre l'arrivée des oiseaux aquatiques et la mouée des phoques sur la banquise. Puisque le commerce était florissant et les ressources alimentaires exotiques et locales disponibles, certaines familles crie décidèrent de s'y établir à l'année. Les postes devenaient ainsi des refuges où les personnes âgées, les handicapés et leurs proches pouvaient espérer des soins de survie. En 1760, les employés de la CBH ont toujours comme pratique de rester dans leurs factoreries côtières (principaux comptoirs de traite) et d'y attendre la venue des autochtones. Jusqu'à 1763, la CBH lutte contre les Français pour la maîtrise de la traite des fourrures dans le Sud de la Terre de Rupert. Au cours des premières années, cela donne lieu à une série de batailles navales et terrestres à la baie d'Hudson et à la baie James. En 1713, par le Traité d'Utrecht, la France reconnaît les droits de l'Angleterre sur la baie d'Hudson.

1670 (USA) Les Anglais fondent un établissement colonial à Charleston (Charles Town) en Caroline du Sud. Cette colonie est fondée sur la traite des Amérindiens de Caroline vers les Antilles qui représentera au total 24 000 à 51 000 indiens.

1675 (USA Juin: début de la « Guerre du roi Philippe » contre les Anglais au Massachusetts (fin en octobre 1676). Chef de la tribu des Wampanoags, à la tête d'une coalition de plusieurs autres tribus, le roi Philipp se lance dans une guerre contre les colons anglais. Une grande partie de la Nouvelle Angleterre, qui englobe alors le Nord-Est des Etats-Unis, sera dévastée pendant plus d'un an.

En juin 1675, les Wampanoags brûlent Swansea en représailles. Les Nipmucks et les Narragansets les rejoignent. De leur côté, les Mohawks refusent de rejoindre le roi Philip. Ces derniers, ex-mercenaires des colonies des Pays-Bas, sont en effet passés aux Britanniques qui ont racheté New-York aux Hollandais.

1676 (USA) La traite des Amérindiens de Caroline vers les Antilles s'amplifie, tandis que débute la même année en 1676 en Virginie la révolte de Nathaniel Bacon. 26 mars 1676, guerre du Roi Philip : une compagnie de 65 colons anglais et de vingt Indiens alliés dirigée par le capitaine Michael Pierce est décimée dans une embuscade sur les rives de la Blackstone River, près de l'actuel Central Falls, par le chef Narragansett Canonchet. Trois jours plus tard les Narragansett attaquent et incendient Providence.

21 avril 1676 : combat de Sudbury, raid victorieux des Indiens contre les colons anglais dans la guerre du Roi Philip. Les Narangassetts sont vaincus, et leur chef Canonchet tué en avril.

1676 : Une échauffourée entre Indiens Susquehannocks et colons de Virginie conduit au massacre par Nathaniel Bacon des Ocaneechees.

Juin 1676 : La révolte de Nathaniel Bacon, est déclenchée dans la colonie britannique de Virginie par des Blancs vivant sur la Frontière avec les Indiens, rejoints plus tard par des esclaves noirs et des serviteurs blancs. Elle éclate à propos de la menace indienne dans un contexte de crise agricole et de misère. Les Blancs de la Frontière estiment que le gouverneur de Jamestown, William Berkeley, doit mener une guerre totale contre les Doegs qui se sont lancés dans des actions de guérilla à la suite de différends avec les colons. Nathaniel Bacon, élu à la chambre des Bourgeois de Virginie au printemps, et cousin de Frances Culpeper, la femme du gouverneur William Berkeley, prône la mise en place de détachements armés pour combattre les Indiens. Le gouverneur l'accuse de rébellion et le fait emprisonner. Deux mille colons de Virginie marchent immédiatement sur Jamestown pour lui apporter leur soutien. Berkeley fait libérer Bacon après une promesse de repentance publique. Mais Bacon s'échappe, reforme ses milices et se met à harceler les Indiens. En juillet, il rédige une « Déclaration du Peuple » qui reproche



à l'administration ses impôts injustes, son favoritisme, sa mainmise sur le commerce des fourrures et son abandon des fermiers confrontés aux Indiens. Bacon attaque alors les Indiens pamunkeys, considérés comme inoffensifs, en tue huit, fait des prisonniers et s'empare de leurs biens

12 août 1676 : le chef des Indiens Wampanoag, Metacom (dit le roi Philip) est trahi et tué ce qui met fin à la guerre sur la rive sud de la baie du Massachusetts. Les Anglais, victorieux, ont perdu six cents hommes et trois mille Indiens sont massacrés. La défaite des Indiens en Nouvelle-Angleterre donne aux colons européens le contrôle de la côte nord-américaine.. Cette guerre aura fait 600 morts du côté des colons anglais et 4 000 du côté des Amérindiens.

1677 (USA) Signature des traités de "la chaîne d'argent" à Albany, sur la rivière Hudson, entre les Hollandais et les Iroquois de la Ligue des cinq nations. Cette chaîne explique la paix américaine de 1677 à 1755.

1687 (USA) C'est le début de l'esclavage à grande échelle pour les Autochtones des nations ennemies qui durera 137 ans.

1689 (Canada) Alliance entre les Anglais et les Iroquois contre la France. Début de la Première Guerre intercoloniale en Nouvelle-France, ou guerre franco-iroquoise dans le cadre de guerre de la Ligue d'Augsbourg. Elle se termine en 1697 avec le traité de Ryswick. Les guerres franco-iroquoises sont une série de guerres entre les colons français implantés au Canada et la tribu des cinq nations (plus tard six), connu sous le nom d'Iroquois. Elles ont connu un paroxysme à la fin des années 1680, mais ont débuté bien avant. Les Iroquois sont historiquement proches de leurs partenaires commerciaux de la Nouvelle-Néerlande, néerlandais jusqu'en 1666, puis anglais. Ces derniers entraient en guerre contre la France à partir de 1689. Lorsque les Français arrivent, les Iroquois sont organisés en une confédération de « Cinq nations » : les tribus des Agniers (Mohawks), établis à l'Ouest de l'actuelle New York, celle des Onneyouts (Oneida), des Onontagués (Onondaga), des Goyogouins (Cayuga) et enfin celle des Tsonnontouans (Seneca). Les guerres franco-iroquoises ont eu des motifs principalement commerciaux, les Iroquois se battant contre les Hurons et les implantations françaises de la vallée du Saint-Laurent afin de contrôler le commerce des fourrures en provenance de Nouvelle-France et des colonies hollandaises de New York et du New Jersey.

1701 (Canada) Signature du traité de Montréal entre les Français et les Amérindiens. Les Cinq Nations iroquoises promettent de rester neutre dans d'éventuelles guerres entre Anglais et Français..

1706 (Canada) Renversement de la politique officielle de la France favorisant le métissage. (Savoie, 1993, p. 3)

1712 (USA) Révolte d'esclaves dans la colonie de New York. Quelque 25 esclaves et deux Indiens incendient un bâtiment et tuent neuf blancs. Capturés par les soldats, ils sont jugés et 21 d'entre eux sont exécutés. Herbert Aptheker dénombre au XVIIIe siècle dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord près de deux cent cinquante révoltes et conspirations d'esclaves noirs réunissant au moins dix personnes.

1712 (USA) Première guerre Fox. Les Renards, nation indienne de l'ouest du lac Michigan, tentent de s'emparer du poste de Détroit près duquel ils se sont récemment établis. Les Outaouais et les Illinois prêtent main-forte à Dubuisson et à ses quelque 20 soldats pour contre-attaquer. Les Renards sont défaits.

1726 (Canada) Traité d'Annapolis Royal entre la nation des Micmacs et la Couronne britannique.

1727 (USA) Débuts de l'évangélisation des Amérindiens par l'Église anglicane.

(Canada) À Nipigon, La Vérendrye consulte les Amérindiens au sujet de la route de la «Mer de l'Ouest». Ochaga lui trace une carte. (Champagne, 1971, p.197)

1736 (USA) Les Sioux attaquent des canots de La Vérendrye. Le père Aulneau s.j. et 20 hommes y trouvent la mort. (Champagne, 1971, p.205)

1737 (Canada) Une épidémie de variole décime les Cris. (Champagne, 1971, p.206)

1741 (Canada) Construction du fort Bourbon (à l'embouchure de la rivière Saskatchewan, sur le lac Winnipeg) et le fort Dauphin (au sud du lac Winnipegosis). (Champagne, 1971, p.211)

Arrivée des Russes sur le territoire aujourd'hui connu sous le nom d'Alaska. (Louchez, 19992, p.20)

1744 (USA) Le chef Onondaga, Canasatego, explique à un conseil convoqué par les gouverneurs coloniaux les principes de la confédération des Cinq Nations. Benjamin Franklin retiendra cette leçon. (Sioui, 199 , p.99)

1749 (Canada) En Nouvelle-Écosse, la ville d'Halifax compte à peu près mille habitants. On offre une prime de dix guinées pour chaque «scalp» Micmac. (Goulet et Peelman, 1983, p.133)

1752 (Canada) Les Frères Moraves, luthériens dissidents et descendants des Hussites, envoient des représentants chez les Inuit du Labrador. Ils créent une collectivité autonome qui pourvoit à ses besoins en vendant les produits de son artisanat en Europe. (Louchez, 1992, p.16)

1753 (USA) New York : le chef Hendrick et seize autres chefs Mohawks rompent la paix (Covenant Chain) avec les colons blancs. Une escroquerie permet de voler quelque 130 000 hectares de terres aux Mohawks dans l'État de New York, ce qui met fin à la coexistence pacifique entre les Indiens et la population blanche de la province.



Traité signé avec des Amérindiens du Canada à la fin du 18e siècle
Source : Bibliothèque et Archives Canada

1759 (Canada) Les Britanniques s'emparent de la Nouvelle-France en battant les Français à Québec lors de la bataille des plaines d'Abraham.

1760 (Canada) Sir William Johnson, au nom du gouvernement britannique, signe, au début d'août, le traité de Swegatchy, en vertu duquel les alliés amérindiens des Français se retirent de la guerre de la conquête et garantissent leur neutralité en contrepartie du respect des anciennes ententes faites avec les Français. L'acte de capitulation de Montréal est signé le 8 septembre 1760 en présence du général Jeffrey Amherst. Cet acte protège les terres indiennes et assure le maintien de leurs propriétés, le droit de religion, la liberté de déplacement. La nation des Hurons conclut un traité avec les Anglais. (Dussault et Erasmus, 1993, p.24)

1762-1766 (Canada-USA) Pontiac promeut une approche pan-amérindienne face à l'envahisseur. (Dickason, 1992, p.184)

1763 (Canada) La guerre de Pontiac Appartenant à la tribu Ottawa, Pontiac rassemble sous ses ordres les tribus de la vallée de l'Ohio et des Grands Lacs. Il espère ainsi chasser les Britanniques du territoire et s'affranchir de leur domination. Le conflit fut causé par les politiques désavantageuses qu'imposaient les Britanniques après avoir battu les Français durant la guerre de la Conquête (1754-1760). Les guerriers de nombreuses tribus rejoignirent le soulèvement indien dont le but était de chasser les troupes et les colons britanniques de la région. Soutenu par la France au début, il fera

détruire de nombreuses garnisons ennemies. Mais la signature du traité de Paris en 1763 lui fera perdre son allié et il finira par trouver un terrain d'entente avec la Grande-Bretagne. Les Amérindiens furent incapables de chasser les Britanniques mais le soulèvement poussa le gouvernement britannique à modifier les politiques à l'origine du conflit.

La France signe le Traité de Paris, le 10 février 1763, et cède toutes ses possessions en Amérique du Nord au profit de l'Angleterre. La Proclamation royale du roi George III d'Angleterre n'intègre pas les Autochtones comme des sujets britanniques mais comme des Alliés et reconnaît le droit foncier les Autochtones Elle oblige les colonies britanniques à obtenir des Autochtones des cessions de droits sur leurs terres avant d'en faire la colonisation. La Proclamation royale réservait à l'usage des Amérindiens toutes les terres non comprises dans les limites des quatre nouveaux gouvernements (Québec, Nouvelle-Angleterre, Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve) et sous réserve des conditions de l'octroi à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Seule la Couronne britannique peut transiger avec les Nations indiennes en matière de territoires indiens, interdisant les gouvernements coloniaux d'acquérir les territoires réservés aux Indiens ou aux colons de les envahir. (Carter, 1990, p.23 et Dussault et Erasmus, 1993, p.15)

1769 (Canada) Le chef des Outaouais, Pontiac, allié des Français, est assassiné à Cahokia par un Amérindien illinois à la solde de marchands américains. L'assassinat de Pontiac marque le début d'un mythe. Malgré l'échec de sa rébellion, il a inspiré beaucoup d'Amérindiens dans leur résistance à la domination européenne.

1773 (USA) Boston Tea Party. Pour protester contre les taxes, des bostonniens, déguisés en Indiens, jettent une cargaison de 342 caisses de thé à la mer à Boston ; cet événement provoque la réaction du cabinet conservateur de Lord North qui vote plusieurs loi qui ruine le commerce de Boston et les libertés du Massachusetts. C'est le début des troubles dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord.

1774 (Canada) L'évêque Jean-Olivier Briand rappelle que le mariage entre Blanc et Amérindien n'est plus autorisé par le gouvernement (Savoie, 1893, p. 6)

L'Acte de Québec reconnaît la possibilité de la coexistence de plusieurs systèmes juridiques sous la protection de la Couronne britannique. (Dussault et Erasmus, 1993, p.24) L'Acte de Québec reconnaît les lois civiles françaises et le libre exercice de la religion et étend les frontières vers le nord, jusqu'au Labrador, et vers le sud, jusqu'à la rivière Ohio.

1774 (USA) La guerre de Lord Dunmore. Au printemps 1774, des Shawnees tentent de se débarrasser des colons britanniques. 3 mai : en représailles, les colons tuent onze Mingos. Logan tue treize colons en Pennsylvanie. Lord John Murray Dunmore, gouverneur de Virginie, aide les colons de Pennsylvanie à la répression : sept villages Mingos sont détruits, un fort est construit à Little Kanawha River. 10 octobre : bataille de Point Pleasant, les Britanniques battent les Shawnees. Le général Amherst donne l'ordre de distribuer des couvertures infectées de variole acquérant ainsi le titre du premier général à utiliser une arme bactériologique. Plusieurs milliers d'Amérindiens Delaware sont contaminés et répandent la « petite vérole » à d'autres nations indiennes. Dans ces circonstances la paix leur est imposée. Des miliciens de Virginie détruisent pendant les négociations plusieurs villages Shwanees.

1775-1783 (USA) Début de la guerre d'indépendance des États-Unis d'Amérique (fin en 1783). Les Autochtones vivant au Québec appuient les Britanniques lors de la révolution américaine.

1776 (Canada) La New England Company s'associe aux Anglicans en vue de catéchiser les Mimacs du Nouveau Brunswick. Ils cherchent principalement à scolariser les jeunes Mimacs et à les placer dans des familles protestantes. L'échec de cette approche entraîne leur retrait de la région de l'Atlantique en 1826. (Louchez, 1992, p.16)

1778 (USA) début des « guerres amérindiennes ». Les guerres amérindiennes sont l'ensemble des guerres opposant les colons européens puis le gouvernement des États-Unis aux peuples Nord-Amérindiens, de 1778 à 1890. Bien qu'aucune guerre ne fût officiellement déclarée par le Congrès des États-Unis, l'armée fut constamment en guerre contre ces peuples à partir de 1778. Elles se sont prolongées au XIXe siècle par des violences et de nombreux massacres de la part des deux camps. L'historien américain Howard Zinn rappelle que « les gouvernements américains ont signé plus de quatre cents traités avec les Amérindiens et les [ont] tous violés, sans exception ». L'ensemble des combats et massacres livrés entre les États-Unis et les Indiens fait 19 000 victimes chez les blancs et environ 30 000 du côté des Indiens, hommes, femmes et enfants. Entre 9 et 11,5 millions à la fin du XVe siècle, les Indiens d'Amérique du Nord ne sont plus que 250 000 en 1890. Cette hécatombe démographique sans équivalent dans l'histoire étant due essentiellement aux épidémies et aux famines, provoquées notamment par les déportations et la chasse intensive du bison dont la population passe de 60 000 000 au début du XVIe siècle à 1 000 à la fin du XIXe.

1779 (Canada) Fondation de la Compagnie du Nord-Ouest.

1781 Premier traité des Amérindiens du Canada avec la Couronne britannique. Ils cèdent l'île de Michilimakinak au prix de 5 000 livres sterling. (Fumoleau, 1973, p.320)

1781-1782 (Canada – USA) Dans la partie nord des Plaines et des Grands Lacs, une épidémie de variole décime plus de la moitié des Amérindiens. Durant cette même période, une épizootie affecte les bisons, les caribous, les orignaux, les cygnes, les oies, les canards et les goélands. (Delâge, 1985, p.103 et Thistle, 1986, p.62)

1783 (USA) Les États-Unis adoptent, le 22 septembre, une proclamation qui interdit la colonisation des terres indiennes sans l'autorisation du Congrès.

1787 (USA) Après que les 13 colonies des États-Unis déclarent leur indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne, une ordonnance est adoptée afin de sauvegarder les territoires indiens du Nord-Ouest, dans la région des Appalaches. Il est alors impossible de s'emparer d'une terre appartenant aux Indiens sans obtenir leur accord. De même, l'ordonnance mentionne que leur liberté ne peut être bafouée. Toutefois, ces termes ne sont plus valables si le congrès déclare ou autorise une guerre. Quoiqu'il en soit, même si aucun conflit ne sera cautionné par le congrès, l'ordonnance ne sera pas longtemps respectée.

1794 (Canada) Lord Dorchester ajoute des directives aux règlements de la Proclamation Royale. Il définit les négociations requises pour assurer l'aliénation des terres amérindiennes, il exige qu'un dessin des terres concernées soit produit, qu'une description précise de l'étendue des terres, le prix payé et un procès-verbal détaillé des procédures suivies soient fournis. (Shanahan, 1994, p.14)

Des moines de Valamo (près du lac Ladoga) ouvrent leur première école pour Inuit à Kodiak, île située au sud de la péninsule de l'Alaska. (Louchez, 1992, p.20)

1795 Construction du fort Edmonton par la Hudson's Bay Company. (Fumoleau, 1973,p.320)

1799 (Canada) Fondation de la Church Missionary Society (Société missionnaire de l'Église) par les Anglicans aux fins de propager le christianisme, résultat du

1804 Une école de travaux manuels, «manual-labour school», est fondée par Gideon Blackburn, un missionnaire presbytérien chez les Cherokees. Le temps est partagé également entre les travaux des champs, l'atelier ou la cuisine et les études. (Grant, 1984, p.86)

1811 (Canada) Il ne reste que 72 Beothuks à Terre-Neuve. (Upton, 1988, p. 60) La plupart des anthropologues classent les Béothuks dans la famille des Montagnais (Innu). Par contre, leur culture différerait à bien des égards de celle des autres nations amérindiennes. En effet, les Béothuks sont les seuls, en plus des tipis en été, à construire et habiter des maisons bois sur bois avec toit pyramidal et calfeutrées avec de la mousse. Ils sont les seuls à connaître la navigation hauturière, c'est à dire naviguer en haute mer sillonnant l'océan loin de la vue des côtes dans leurs grands canots de trente pagayeurs. Ils sont les seuls à fabriquer des saucisses composées de chair d'oiseaux, oeufs et graisse, sorte de confit entassé dans des boyaux de loups-marins. Enfin, les Béothuks étaient grands, près de six pieds, avaient les yeux et le teint clair, les cheveux châtain qu'ils enduisaient d'un mélange d'ocre rouge et d'huile de loup-marin. Pour toutes ces raisons, certains chercheurs commencent à croire que vers l'an mille, il y aurait eu métissage, donc partage de gènes et de connaissances (maison, navigation etc.) entre les Vikings et ceux-ci. Ils furent décimés les colons anglais qui les chassaient et tuaient au même titre que les chevreuils. Suite à ces attaques, ils se réfugièrent à l'intérieur des terres refusant tout contact par la suite. Cette stratégie contribua à les isoler de plus en plus jusqu'à l'extinction de la tribu en 1829.



Groupe de religieuses et d'élèves autochtones vers 1890 Source : H.J. Woodside
Bibliothèque et Archives Canada. PA-123797 - DAPDCAP 667633

1812 (Canada – USA) La guerre éclate entre les États-Unis et la colonie britannique. Les Mohawks et les Abénaquis se battent aux côtés des Britanniques, alors que les Iroquois du côté américain de St-Régis se battent avec les Américains. Les questions liées aux Indiens passent d'une administration militaire à une administration civile. La nouvelle administration des dossiers autochtones favorise une politique d'assimilation et de confinement dans des réserves.

1817 (Canada) le chef Peguis et 4 chefs Cris et Saulteux signent un traité avec Lord Selkirk pour permettre l'établissement des colons. Le territoire visé comprenait deux milles de chaque côté de la rivière Rouge jusqu'à Grand Forks et de la rivière Assiniboine jusqu'à Rat Creek. Chaque tribu devait recevoir une livraison annuelle de 100 livres de tabac. (Dempsey, 1976, p. 626)

1817 (USA) Les Séminoles entrent en guerre contre les Américains Les Indiens séminoles prennent les armes lorsqu'Andrew Jackson envahit la Floride avec son armée. L'expédition aurait été organisée en représailles des vols commis par les Séminoles dans les plantations de Géorgie et de l'aide fournie aux esclaves en fuite. Les Indiens ne pourront rivaliser. Alors territoire espagnol, la Floride passera aux États-Unis en 1819. Au début des années 1830, un traité sera signé pour que les Séminoles quittent l'ouest du Mississipi. Mais certains d'entre eux se révolteront, menant à une nouvelle guerre.

1818 (USA) Jusqu'en 1818, l'achat de territoires des Amérindiens aux fins de la colonisation se faisait par un paiement unique aux tribus concernées. En 1818, la pratique de conclure des ententes comprenant un paiement au moment de la cession des terres et des paiements annuels commence. (Shanahan, 1994, p.15)

1820-1821 (Canada) Sir Peregrine Maitland, lieutenant gouverneur du Canada, propose l'établissement d'écoles dans des communautés amérindiennes désignées pour leur enseigner l'arithmétique, la lecture et l'écriture. Ces écoles dispenseraient aussi l'enseignement des rudiments de l'agriculture et de certains métiers. (Louchez, 1992, p.19 et Grant, 1984, p.82)

1821 Fusion de la North West Company et de la Hudson's Bay Company. Cette dernière prend aussi en charge la Côte-Nord. (Jauvin, 1993, p. 92) La Compagnie de la Baie d'Hudson obtient l'exclusivité de la traite avec les Autochtones dans toutes les régions inhabitées de l'Amérique du nord.

1823 (Canada) Peter Jones, de père anglais et de mère Ojibway, se convertit et devient méthodiste, rendant possible un travail d'évangélisation auprès des Ojibway. (Louchez, 1992, p.18)

1828 (Canada) Le surintendant des Affaires Indiennes du Canada suggère une nouvelle politique au département des Affaires indiennes relevant de l'armée et préconise que des mesures soient prises pour civiliser et éduquer les Amérindiens. Il propose que l'on remplace les redevances annuelles par des biens favorisant l'agriculture. (Carter, 1990,p.23)

1830 Au début, les dons, les annuités et les autres échanges avec les Amérindiens répondaient à une politique militaire selon laquelle les Anglais, pour s'assurer l'allégeance de nations autonomes dans la poursuite de leurs visées militaires auprès des autres nations coloniales, entretenaient des alliances avec les Amérindiens. Les agents pour un temps maintiennent cette politique dans leur rôle de dispensateurs des «cadeaux» de la Couronne. Progressivement les fins d'occupation du territoire et d'appropriation de l'espace remplacent les buts militaires et les traités visent alors à remplacer une négociation d'alliance par une transaction d'acquisition du territoire selon des termes semblables, à savoir le don annuel de cadeaux. Par le fait même, de nations autonomes qui négocient des alliances, les nations amérindiennes deviennent des pupilles à la charge de l'État. (Shanahan, 1994, p.14)

1830 (USA) L'Indian Removal Act est promulguée. Les États-Unis, alors sous la présidence d'Andrew Jackson, promulguent une loi qui donne l'ordre de déporter toutes les populations indiennes situées à l'est du Mississipi. Parmi elles figurent alors les Cherokee et les Séminoles, qui refusent catégoriquement de se séparer



Joseph No Two Horns (1832-1942), bâton de danse à effigie de cheval, Hunkpapa Lakota (Teton Sioux), réserve de Standing Rock, Dakota du Nord ou du Sud, vers 1876. Les sculptures équestres commémorant les apparitions traditionnelles dans des manifestations rituelles, où elles rendaient hommage aux chevaux tués lors des batailles. Cette œuvre est la plus grande et la plus élaborée de ce type, réalisée par le vétéran de guerre et artiste Joseph No Two Horns, résidant dans la réserve de Standing Rock. Le plus souvent, cet artiste peignait ses bâtons de danse en bleu, en mémoire de son cheval, un Rouan bleu touché par sept balles avant de s'affondrer. Bois, pigment, cuir, crin de cheval, tuyaux de plumes et métal. L. : 37,7 cm. © Courtesy of the South Dakota State Historical Society. Inv. 1874.002.122. Photo : Chad Coppess, South Dakota Office of Tourism.

préférable de les laisser finir leurs jours sans l'ingérence des Blancs. (Grant, 1984, p.85) Il négocie le traité de Manitoulin Island. Il dit aux chefs qui réclament le droit d'occupation du territoire: «If you could cultivate your Land, it would then be considered your own Property...» (Shanahan, 1994, p.21)

1838 (USA) Les cherokees sur la Piste des larmes

1838 L'échéance du traité de New Echota étant arrivée, le général Winfried Scott commence à faire rassembler les Cherokees dans 31 forts, avec uniquement les vêtements qu'ils portaient.

fin juillet 1838 : Ils sont ensuite rassemblés dans onze camps prévus à cet effet (10 au Tennessee, un en Alabama). Environ 3 000 Cherokees firent route par voie fluviale à partir de juin, et arrivèrent jusqu'en septembre dans le Territoire indien.

16 octobre 1838 : départ des Cherokees restant par les chemins. Ils parcourent 1 750 km, atteignent le Mississippi en novembre, mais les 5 000 derniers restent bloqués sur la rive est tout l'hiver. Les premiers groupes arrivent en janvier à Fort Gibson.

1839 (USA) arrivée des derniers Cherokees. Environ 4 000 d'entre eux au moins, 8 000 au plus, sont morts en chemin, le long de la Piste des Larmes.

Les quatre autres Nations civilisées furent déportées de la même manière, et connurent aussi leur piste des Larmes. Ce nom vient des larmes de compassion versées par les Américains qui les voyaient passer devant eux. Quelques Cherokees réussirent à se cacher dans les montagnes, et des Séminoles dans les marais des Everglades.

1835-1842 (USA) Deuxième guerre Séminole. Selon le même processus que pour les Cherokees, le gouvernement fit signer à une minorité de Séminoles le traité

de leurs terres. Mais cette nouvelle loi ne leur laissera pas le choix. Dans les années qui suivront, l'armée américaine rassemblera des dizaines de milliers d'individus indiens pour les conduire au-delà du fleuve.

1832 (USA) Le guerrier Sauk Black Hawk (« Faucon noir ») tente de chasser les colons des terres de son peuple. Allié aux Fox, il quitte le territoire de l'Iowa où son peuple vivait depuis le traité de Saint-Louis (1805) pour reconquérir ses terres ancestrales.

1835 (Canada – USA) Épidémie de variole dans les Prairies. Un tiers de la population amérindienne est 1838 décimée. (Fumoleau, 1973, p.321)

1835 (USA) Traité de New Echota : 300 à 500 des 17 000 Cherokees vivant à l'est du Mississippi (la délégation Ridge, menée par les Cherokees John Ridge et Elias Boudinot) signe pour l'ensemble de la nation un traité qui cède aux États-Unis leurs terres pour cinq millions de dollars, en violation des lois Cherokees, et sans un seul élu parmi eux. Le Congrès ratifia ce traité l'année suivante d'une voix, malgré les protestations de John Ross. Les 465 Cherokees signataires partirent pour l'ouest en 1837.

1836 (USA) Selon la décision du président de la Cour suprême John Marshall, les nations souveraines indiennes deviennent des nations dépendantes de l'État fédéral.

1836 (Canada) Sir Francis Bond Head remplace Colborne à titre de lieutenant-gouverneur. Appréciant la culture amérindienne, il croit toutefois que la disparition des Amérindiens est inévitable et prône qu'il est

de Payne Landing (1832), qui leur imposait de quitter leurs terres dans les trois ans. En 1835, l'armée américaine fut envoyée pour faire appliquer ce traité. Au plus fort de la guerre, 10 000 soldats réguliers et 30 000 miliciens affrontèrent 5 000 guerriers qui pratiquaient une guerre d'embuscades et de coups de mains, les pertes américaines se montèrent à 1 500 hommes.



Des milliers de Cherokees sont forcés de quitter leur territoire de l'Est du Mississippi, pour atteindre le nord-est de l'Oklahoma. En effet, le 29 décembre 1835, une minorité d'entre eux avaient signé le traité de New Echota avec les États-Unis, par lequel ces terres regorgeant d'or étaient cédées au pays pour 5 millions de dollars. À son échéance, l'armée américaine se charge de faire évacuer le territoire. Un voyage long et harassant les attend, et plus de 4000 d'entre eux périront en chemin, de froid, de fatigue ou de maladie.

1840 (Canada) Le chef Peguis est irrité par les colons qui commencent à utiliser des terres qui n'avaient pas été comprises dans le traité de 1817. Il dépose une protestation formelle auprès de l'Aborigines Protection Society et déclare que le paiement du tabac scellait la bonne entente entre les Saulteux et les Blancs mais que les terres désignées par le traité n'avaient pas été cédées. Il mettait aussi en question la juridiction du gouverneur et du Conseil d'Assiniboia sur ces terres sans qu'elles soient cédées dans un nouveau traité. (Dempsey 1976, p. 626)

On préfère de plus en plus le modèle des écoles de travaux manuels, «manuel-labour» schools, parce qu'elles enseignent des connaissances pratiques et s'autofinancent. (Grant, 1984, p.86)

1845 (Canada-USA) La jurisprudence européenne de l'époque, inspirée par le juriste suisse, Emmench de Vattel, considère que des territoires non-habités ne sont pas une véritable possession et que d'autres États sont justifiés d'en prendre possession et de les coloniser. Le fait qu'un peuple ne puisse cultiver la terre sert à

démontrer qu'il n'est pas véritablement propriétaire du territoire. (Carter, 1990, p.20-21)

1847 (Canada) Une commission royale d'enquête sur la situation des Indiens recommande la création de réserves pour compenser la perte de leurs territoires, devant le nombre grandissant de squatters, de bûcherons et de braconniers installés sur les terres indiennes.

1849 (Canada) L'établissement de la Wesleyan Methodist Mount Elgin Industrial School, école méthodiste à Muncey en Ontario, marque une ère nouvelle dans l'éducation des Amérindiens avec la centralisation, dans des écoles résidentielles, des enfants qui, retirés de l'influence parentale, pourraient devenir de meilleurs véhicules de la civilisation chrétienne une fois retournés parmi les leurs. (Grant, 1984, p.86 et Melling, 1967, p.23)

1850 (Canada) Publication du livre *The Traditional History and Characteristic Sketches of the Ojibway Nation* par Kah-ge-gah-Bowh (George Copway). Selon la préface du livre, il s'agit du premier livre de l'histoire des Ojibway écrit par un Amérindien.

En **1850** et **1851**, le parlement du Canada-Uni adopte deux lois qui jettent les bases de nouvelles réserves au Bas-Canada. Désormais, le gouvernement a le pouvoir d'administrer les terres amérindiennes en leur nom. Les titres aborigènes ne seront jamais officiellement supprimés, mais les terres et les sommes allouées à partir de 1851 (\$4 000 par année) se veulent une forme de dédommagement. Il est toutefois précisé que la plus grande partie de cette somme doit servir à sédentariser les Amérindiens et non pas subvenir à leur besoin immédiat.

1851 (USA) Le "traité de la Traverse de Sioux" (Traverse de Sioux Treaty) fut signé entre le gouvernement des États-Unis, et les Sioux du territoire du Minnesota et mis en application par la Commission des Affaires indiennes. Ce traité avait pour objectif d'obtenir les riches terres agricoles qui se trouvaient dans le Minnesota. De vastes étendues de terres furent ainsi cédées à partir de l'Iowa jusqu'à la frontière canadienne. Des tribus Sioux telles que les Sisseton et Wahpeton hésitèrent à se déshériter, mais les pressions étaient tellement fortes, qu'ils cédèrent avec réticence sous la menace potentielle du gouvernement fédéral.

Ce traité aggrava les conditions de vie des Amérindiens. Plusieurs facteurs aboutirent à la révolte des Indiens des plaines.

- Une ruée des colons blancs déferla sur ces nouveaux territoires ;
- Une volonté de posséder davantage de terres par les autorités du gouvernement fédéral ;
- Une incapacité à payer les rentes promises aux Amérindiens ;
- De nouvelles réductions des terres ancestrales qui aboutissent à la perte de territoires de chasse et de pêche.

Le mécontentement de l'ensemble des tribus Sioux du Dakota aboutira à la Guerre des Indiens des plaines qui durera une trentaine d'années et fut marqué par le massacre de Sand Creek, trois ans après le Traité de Fort Wise.

1857 (Canada) La «Gradual Civilization Act», qui prétend encourager à la civilisation graduelle les Nations autochtones de la province (Haut et Bas Canadas), définit qui est Indien, et stipule qu'un Indien ne peut bénéficier des droits et privilèges des Canadiens avant d'avoir prouvé qu'il est lettré, sans dette et de haute vertu morale. L'Amérindien qui rencontre ces critères, reçoit 50 acres de terre et, après un an d'essai, il est affranchi. (Carter, 1990 p.25 et Dickason, 1992, p.259) Cette mesure est prise à l'encontre du désir des chefs de bande. (Grant, 1984, p.94)



Chemise (poncho à manches) d'homme, vers 1830, artiste des Plaines du Nord, probablement Blackfoot. Reflétant la vision du monde des chasseurs amérindiens, cette chemise, dans le respect de la forme des peaux utilisées, cherche à préserver l'identité et la puissance spirituelle de l'animal. Plus qu'un vêtement de protection contre le mauvais temps, il s'agit de tenues de cérémonie réservées aux chefs et aux guerriers d'exception. Les larges rosettes en piquants de porc-épic sur le devant et le dos représentent le Soleil et la Lune et rappellent les cercles peints sur la poitrine des guerriers et des hommes en quête de vision. Le motif en croix figure l'Étoile du Matin, fils du Soleil et de la Lune. La griffe est un ajout personnel, signe de puissance. Quant à la frange de cheveux, il s'agit d'un don que faisaient les membres d'une communauté. Peaux d'antilope ou de mouflon, broderie de piquants de porc-épic, perles de verre, pigment, crin de cheval, boucles de scalp, tendons et griffe de grizzly. Dim. : 100 x 70 cm. © Bernisches Historisches Museum, Bern, Suisse, coll. L. A. Schoch, inv. 1890.410.7.

merci contre les Américains. Sous le commandement du chef Little Crow, ils ont perpétré de nombreux massacres de soldats mais aussi de civils. Au total, plusieurs centaines d'entre eux, femmes et enfants compris, ont péri sous les armes sioux.

Cette guerre fera plus d'un millier de morts dont plus de 800 Sioux et plus de 350 colons américains. Près de deux mille Amérindiens furent capturés. Ils ont finalement été jugés dans des procès de masse par des tribunaux militaires. 303 furent jugés coupable de crimes de guerre et condamnés à mort. Sur ces condamnés, 38 hommes furent pendus à Mankato, le lendemain de Noël, dans la plus grande exécution de masse de l'histoire des États-Unis. Abraham Lincoln commua les autres détenus en peine de prison. Environ 1 500 Sioux sont détenus à Fort Snelling jusqu'au printemps 1863 ; 130 meurent pendant leur détention. Les chefs Shakopee et Medecine Bottle, réfugiés au Canada sont kidnappés et pendus en 1863. Little Crow est également tué par un colon la même année. 1864 29 novembre Massacre de Sand Creek. La milice du territoire du Colorado attaque un village habité par les Cheyennes et les Arapahos, à l'est des montagnes

1860 (Canada) La responsabilité des Affaires indiennes passe de la juridiction du gouvernement britannique à celle des Canadas Unis. (Carter, 1990, p.25 et Pettipas, 1988, p. 91) Dans les années 1860, les Cris occupent la région de la montagne aux Cyprès et les conflits avec les Pieds-Noirs s'intensifient. (Pettipas, 1988, p. 153)

1860-1864 (USA) Guerre Navajo. À la suite d'accrochages divers dans le Territoire du Nouveau-Mexique entre les Navajos et les troupes fédérales, les Navajos se rendent à Kit Carson, qui fait détruire leurs biens et les déporte jusqu'à Bosque Redondo, en Arizona. C'est la Longue marche des Navajos : 8 000 Navajos font 620 km à pied. Au bout de quatre ans de sous-nutrition, ils sont autorisés à revenir sur leurs terres. Après un hiver rigoureux, les 6 000 Paiutes du Nevada décident d'attaquer les colons américains, jugés responsables de leur malheur pour avoir coupé trop d'arbres.

1861-1865 Guerre civile aux États-Unis.

1862 (USA) La guerre des Sioux. Le gouvernement des États-Unis ne livre pas comme promis les marchandises dues pour l'achat de terres aux Sioux Santees (ou Dakotas) et aux tribus Sioux Sisseton-Wahpeton. Éclatant pendant la guerre de Sécession, ce massacre par les Sioux bénéficie du manque de troupes adverses disponibles. Le mécontentement des Sioux tourna à la révolte. Le soulèvement des amérindiens se généralisa bientôt dans tout le Minnesota et le Dakota voisin. Si quelques pionniers blancs furent tués, rapidement l'armée américaine enverra d'importants renforts pour mater dans le sang cette révolte amérindienne.

18 septembre Les Sioux déposent les armes Les Sioux Santees sont défaits à Wood Lake par le général Sibley. Depuis l'été, les Sioux Santees du Minnesota se sont lancés dans une guerre sans

Rocheuses, lors des guerres Indiennes. Au cours de la bataille, qui s'étale sur deux jours, les forces du colonel John Chivington tueront près de 270 indiens, à la fois des hommes, des femmes et des enfants. Cet épisode suscitera une controverse, qui mènera au questionnement de la politique d'extermination des amérindiens.

1865 L'influenza fait 1 000 morts dans la région du fort Simpson et de la rivière Peel. (Fumoleau, 1973, p.323)



1867 Naissance du Canada. Adoption de l'Acte de l'Amérique du nord britannique, qui stipule, à l'article 91, que le gouvernement du Canada a juridiction "sur les Indiens et les terres réservées aux Indiens". L'administration des «affaires indiennes» est placée sous la responsabilité du Secréariat d'État. (Pettipas, 1988, p. 91)

1868 : révision du traité de Fort-Bridger (1863), qui garantissait une réserve de 178 688 km² aux Shoshones. Elle est réduite à 11 097 km² (16 fois moins). Ils conservent cependant le droit de chasse sur leur territoire. Les États-Unis s'engagent à construire divers bâtiments (moulin, école, église) ; l'United States Rail Road est autorisée à construire une ligne de chemin de fer sur le territoire shoshone.

1869 Acte pourvoyant à l'émancipation graduelle des Sauvages... Le gouvernement du Dominion reprend la législation qui existait sous le régime britannique (1857). Épidémie de variole dans le nord-ouest des États-Unis et de l'Ouest canadien.

1870 (Canada) Fondation du Grand Indian Council of Ontario and Quebec. (Dickason, 1992, p.328)

1871 (Canada) Début des grands traités canadiens entre le gouvernement et les nations. Ces traités incluent des mise de côté de terres de réserve, des versements de compensations, l'octroi de vêtements, des versements annuels pour des munitions et des cordes, des allocations de scolarité, de l'aide médicale et de l'aide alimentaire en cas de famine.

1872 (Canada) Le Dominion Lands Act donne de l'envergure à l'immigration et à

la colonisation de l'Ouest assurant 160 acres de terre à quiconque s'établit sur la terre et la cultive. (Fumoleau, 1973, p.24) Cette loi ne s'applique pas là où les droits des Amérindiens n'ont pas été cédés (extinguished). (Dickason, 1992, p. 371) Cette restriction provient d'une stipulation (article 14 de l'Ordre en Conseil du 23 juin, 1870). (Pettipas, 1988, p. 154)

1873 (Canada) La création de la North West Mounted Police – La Police montée du Canada

E. H. Meredith, sous-ministre du Ministère de l'Intérieur, adopte les recommandations de Alfred Selwyn, directeur du Geological Survey of Canada, qui avait proposé que l'élevage était un métier souhaitable pour les Amérindiens permettant ainsi qu'ils passent du nomadisme à l'agriculture par l'étape intermédiaire de pasteurs. (Carter, 1990, p.50)

Création du département des Affaires indiennes au sein du ministère de l'Intérieur. Ce département devient un ministère proprement dit en 1880. (Carter, 1990, p.50 et Pettipas, 1988, p. 91)

1874 (Canada) L'arrivée de la Police Montée du Nord-Ouest et l'établissement du Fort MacLeod en Alberta.

1874 (USA) Bataille d'Adobe Walls, qui oppose 700 guerriers Comanches, Kiowas, Cheyennes et Arapahos commandés par Quanah Parker et Isa-Tai à des chasseurs de bison américains. Les Indiens sont repoussés avec 70 morts, contre 3 dans les rangs des chasseurs. Cette bataille entraîna une grande campagne de l'armée, commandée par William T. Sherman et Philip Sheridan, afin de s'assurer le contrôle des plaines du sud. Les Indiens pacifiques furent maintenus dans leur réserve avant le début de la campagne. Diverses colonnes encerclèrent les guerriers Indiens hostiles, et divers accrochages eurent lieu pendant l'été. La plus importante action est la prise le 26 septembre,





Pau peintes racontant les exploits d'un chef sioux ou mandan lors de guerres entre Arikara, Sioux et Mandan, région des Plaines. Cope d'apparat, vers 1820-1830, région des Plaines. Le travail des peaux est réservé aux femmes. La peau de bison était tendue puis rasée. Avant d'être lavée, séchée, et peinte avec des pigments. Les motifs rappellent les peintures rupestres.
Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Bel_candl/2014/05/07/indien-des-plaines/

avec deux tués parmi les Indiens, de plusieurs villages, dans le canyon de Palo Duro, par le colonel Mackenzie.

1876 (Canada) Promulgation de la Loi sur les Indiens faisant des Premières Nations une sorte de «colonies internes» complètement dépendantes du gouvernement fédéral. Les autochtones du Canada deviennent des citoyens «mineurs» voués à l'assimilation graduelle. (Peelman, 1992 p.249) La loi statue sur la définition de l'Indien et sur l'administration et le contrôle des terres des réserves et de ses habitants. L'"Acte des Sauvages" vise l'assimilation des Autochtones avec l'émancipation obligatoire des femmes qui marient des non-Indiens et qui fixe une tutelle sur les Indiens et leurs terres.

Au point de départ, la loi sur les indiens (1876) donne un statut temporaire dont le but ultime est l'intégration et l'assimilation complète à la société canadienne. Sous l'emprise du gouvernement fédéral, les communautés indiennes se retrouvaient politiquement sous tutelle. Avec cette loi, les Indiens sont considérés comme mineurs et le gouvernement du Canada devient leur tuteur. A chaque été, l'agent effectue la tournée des bandes amérindiennes et distribue l'aide alimentaire (farine, huile etc.), l'aide matériel (vêtement, articles de chasse et pêche). Ainsi se met en place la structure administrative qui encadrera les autochtones pendant un siècle. N'étant pas considérés comme des citoyens responsables, ceux-ci n'ont pas droit de vote et bénéficient de certaines exemptions fiscales. Résultat : la situation économique des Inuits est dans une impasse et la question de la subsistance est loin d'être réglée par les secours gouvernementaux. Cette dégradation économique accélère la dépendance à l'alcool des autochtones, victime d'un important trafic de spiritueux dans les communautés. Malgré la répression contre les trafiquants et les consommateurs, l'alcool demeurera toujours au cœur des préoccupations sociales des bandes amérindiennes et inuites. Devant la dégradation de la situation, on commence à parler de compensation, c'est ainsi que la notion d'argent indien (innu-shuniauw en montagnais) apparaît dans le discours de

revendications. Selon les Montagnais, cet argent provient des revenus que les gouvernements retirent depuis plusieurs années de l'exploitation de leur territoire ancestral. Par conséquent, il est normal qu'il serve à financer des services sociaux. Après la deuxième guerre mondiale, la révision des politiques du Ministère des Affaires indiennes se traduira par l'accès général à l'éducation primaire, par le versement d'allocations familiales. Par contre, pour recevoir cette aide, les autochtones devront accepter l'obligation sine qua non de se sédentariser définitivement.

1876 (USA) Juin, La bataille de la Little Bighorn. Le général américain George Armstrong Custer, en route pour détruire un nouveau camp indien, tombe dans une embuscade tendue par 2 500 guerriers sioux aux ordres de Sitting Bull. Les 285 hommes du détachement de cavalerie sont tués près de la rivière de Little Bighorn, dans le Montana. Cela n'empêchera pas les Blancs, avides d'or, de continuer à envahir le territoire indien. La bataille de Little Big Horn accroît la pression de l'armée pour que les Indiens soient confinés dans leurs réserves. Mais les Nez-Percés ne trouvant pas de terrain convenable dans la réserve en Idaho, refusent, jusqu'à l'ultimatum du général Oliver Howard, le 3 mai 1877. Les Nez-Percés restants libres se divisent en trois groupes : certains rejoignent la réserve, d'autres se dirigent vers les plaines à bisons, le dernier groupe tente de s'échapper au Canada. Les Sioux se sauvent par la suite au Canada. Ce fut la fin du nomadisme des Indiens des Plaines américaines qui ont dû vivre dans des réserves par la suite. Les guerres indiennes s'achèveront avec la défaite des Apaches de Geronimo, dix ans plus tard.

1877 (USA) Naissance de l'anthropologie. Lewis Henry Morgan fut le fondateur de l'anthropologie. Il vécut parmi les Indiens iroquois et décrivit leur vie sociale et culturelle. Pour la première fois, une analyse scientifique de la parenté, une étude d'anthropologie sociale voyait le jour. C'est dans cette œuvre que Morgan entreprit dans Ancient society (1877), de comparer les institutions sociales de l'antiquité occidentale classique et celles des peuples primitifs contemporains, cherchant en celles-ci la clef de l'intelligibilité de celles-là. Ainsi il écrit sur la société Iroquoise : « Quelle admirable constitution que cette organisation gentille! Sans soldats, gendarmes ni policiers, sans noblesse, sans rois ni gouverneurs, sans préfets ni juges, sans prisons, sans procès, tout va son train régulier. Toutes les querelles et toutes les disputes sont tranchées par la collectivité de ceux que cela concerne, la gens ou la tribu, ou les différentes gentes entre elles (...). L'économie domestique est commune et communiste dans une série de familles, le sol est propriété de la tribu, seuls les petits jardins sont assignés provisoirement aux ménages, – on n'a quand même nul besoin de notre appareil administratif, vaste et compliqué. Les intéressés décident et, dans la plupart des cas, un usage séculaire a tout réglé préalablement. Il ne peut y avoir de pauvres et de nécessiteux – l'économie domestique communiste et la gens connaissent leurs obligations envers les vieillards, les malades, les invalides de guerre. Tous sont égaux et libres – y compris les femmes.

1877 (USA) Un groupe de 972 Cheyennes fut déporté dans les Territoires Indiens de l'Oklahoma en 1877. Là-bas, Les conditions de vie étaient terribles, les

Cheyennes du Nord n'étant pas habitués au climat, et bientôt beaucoup furent atteints de malaria. En 1878, les deux principaux chefs, Little Wolf et Morning Star (Dull Knife), réclamèrent la libération des Cheyennes afin qu'il puissent retourner vers le nord. La même année, un groupe d'environ 350 Cheyennes quitta les Territoires indiens en direction du nord, mené par ces deux chefs. Les soldats de l'armée et des volontaires civils, dont on estime le nombre total à 13 000, furent rapidement à leur poursuite. La bande se sépara rapidement en deux groupes. Le groupe mené par Little Wolf retourna dans le Montana. La bande de Morning Star fut capturée et escortée à Fort Robinson, au Nebraska, où elle fut séquestrée. On leur ordonna de retourner en Oklahoma, ce qu'ils refusèrent promptement et fermement. Les conditions devinrent de plus en plus difficiles à la fin de l'année 1878, et bientôt les Cheyennes furent confinés dans leurs quartiers, sans nourriture, ni eau, ni chauffage.

1878 (USA) La migration des bisons vers le nord est interrompue par l'armée américaine.

1879 (Canada) Nicholas Flood Davin reçoit le mandat du gouvernement canadien de faire une étude sur les écoles résidentielles aux États-Unis et de consulter les autorités religieuses à ce sujet.

1880 (Canada) Création du Ministère des Affaires Indiennes. La politique agricole du surintendant des Affaires indiennes, Hayter Reed, appelée la Peasant Farming Policy, préconise de limiter une ferme indienne à une seule acre de blé, une partie d'une acre de légumes et de tubercules comestibles et une vache ou deux. Ceci devait suffire pour un fermier et sa famille. Croyant le croissant fertile (de la fourche des rivières Rouge et Assiniboine à Edmonton en passant du long de la Saskatchewan nord) comme seul terrain propice à l'agriculture et le sud, un terrain aride et impropre à l'agriculture, on propose l'octroi des réserves amérindiennes dans les régions éloignées du territoire destiné à la colonisation, c'est à dire au sud de la Saskatchewan. Lorsque M. John Macoun réussit à convaincre que le sud est une région de riches terres arables, le tracé du CPR est déplacé vers le sud. (Carter, 1990, p.55 et suivantes.)

1884 (Canada) Le gouvernement canadien interdit les «potlatch». C'est-à-dire la distribution cérémonielle et ostentatoire des biens qui était organisé à l'occasion de certains événements (construction d'une maison, érection d'un totem, funérailles), mais aussi lorsqu'il fallait se venger ou sauver la face après une injure. Une personne acquérait son statut grâce aux potlatches organisés par sa famille, et non pas grâce à ceux qu'il donnait lui-même.

1885 (Canada) Soulèvement de Batoche. Pendaïson de Louis Riel et de huit Indiens suite à la rébellion des Métis de la rivière Rouge et de l'Ouest qui s'opposaient au lotissement des terres pour la colonisation. Un système de permis est mis en vigueur permettant de contrôler les transactions financières des Amérindiens (l'achat et la vente de tout biens).

1886 (USA) 4 septembre Reddition du chef apache Geronimo. Poursuivi par plus de 5 000 hommes, Geronimo, chef de la tribu apache des Chiricahuas, dépose les armes pour la dernière fois. L'ensemble de la tribu est déporté vers la Floride. Geronimo fut l'un des symboles les plus forts de la résistance aux pionniers américains. En 1858, les Mexicains avaient attaqué le camp de Geronimo et massacré femmes et enfants. Pour venger l'assassinat des siens, le chef indien avait organisé pendant de longues années de multiples raids côté mexicain comme américain. Déporté dans une réserve une première fois, il avait repris ses attaques en 1885. Geronimo est mort le 17 février 1909, à l'âge de 80 ans.

1887 (USA) Le Dawes Severalty Act accorde à chaque Amérindien un nombre d'acres de terre et met le restant des réserves à la disposition des colons. (Carter, 1990, p.11)

1887 (USA) 8 février L'Allotment Act est promulgué

Au lendemain de la défaite du chef apache Geronimo, une loi est votée par le Congrès afin de statuer sur l'avenir des territoires indiens. Presque tous les Indiens sont alors cloîtrés dans des réserves officielles, tandis que leurs anciennes terres sont parcellées et vendues. Vote du General Allotment Act ou Dawes Severalty Act par le Congrès, autorisant le président à vendre les terres indiennes à des particuliers, en petites parcelles. Ce lotissement est amplifié par le Burke Act de 1906. Il vise à supprimer la propriété collective des terres, et à transformer les Indiens en fermiers. Le restant est distribué aux colons, et l'Oklahoma devient un État en 1907.

1888 (Canada) The Severalty Policy du Canada : Le commissaire aux Affaires indiennes, Hayter Reed, propose de subdiviser les réserves en fermes individuelles.

1889 (Canada) La Peasant Farming Policy limite la production agricole des Amérindiens. Un amendement à la Loi sur les Indiens permet au gouvernement fédéral de passer outre à l'opposition des bandes indiennes à la location de leurs terres. En application du General Allotment Act, le territoire des Cinq tribus civilisées, où les Indiens cherokees, séminoles, creeks, chickasaws et choctaws avaient été déportés dans les années 1830, est ouvert aux colons.

1890 (Canada) L'ordination du premier Amérindien dans l'Église catholique, Edouard Cunningham. Des mesures sont prises interdisant les cérémonies autochtones. (Dickason, 1992, p.326-327)

Au cours des années 1890, on introduit le système de permis, c'est-à-dire, la permission écrite qu'un Indien devait avoir pour vendre ses produits ou acheter du



Dans le monde indien, la nouvelle de la mort du très estimé chef Big Foot, connu de tous pour sa grande sagesse et son pacifisme, et le massacre de sa tribu à Wounded Knee, laissent les Amérindiens de toute l'Amérique dans la consternation et le lan-
mour. L'espoir s'éteint lentement dans le cœur des Indiens. Toute résistance est désormais vaincue.



Amendement à la Loi sur les Indiens habilitant le gouverneur en conseil de déclarer les lois de la chasse et de la pêche (game laws) du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest applicable aux Amérindiens. (Dickason, 1992, p.372) Un amendement à la section 16 stipule qu'on ne peut octroyer que 160 acres à un Indien. (Carter, 1990, p.203)

L'Indien est payé en «chits» plutôt qu'en argent. Ces «chits» peuvent être échangés contre des produits ou des objets achetés au magasin. Ce système ne disparaîtra complètement que dans les années 1950. (Buckley, 1992, p.53-54)

1890 (USA) 15 décembre. La mort de Sitting Bull. Au cours de son arrestation par les autorités américaines et de la rixe qui s'ensuit, Sitting Bull et son fils Crow Foot sont abattus. Le chef des Sioux, surnommé "Taureau assis", est le symbole de la résistance aux Blancs qui convoitaient l'or de leurs terres. Il mena notamment la bataille de Little Bighorn (25 juin 1876), où le général Custer et le 7ème régiment de cavalerie furent massacrés.

1890 (USA) 29 décembre Massacre de Wounded Knee. Dans le Dakota du Sud, près de 400 indiens sioux, principalement des femmes et des enfants, sont exterminés par les troupes nord-américaines. Le massacre de Wounded Knee met un terme aux guerres indiennes qui sévissent en Amérique du Nord depuis le début de la colonisation blanche au XVIIème siècle. Les Blancs déclarent dès lors la conquête des territoires de l'Ouest terminée. Les Indiens d'Amérique du Nord ont été parqués dans des réserves et leur gibier principal disparaît, les bisons sont abattus sous les incitations du gouvernement fédéral. Même si pour les colons un bon Indien était un Indien mort, ce n'est pas considéré comme un génocide puisqu'il n'y avait pas de volonté gouvernementale arrêtée d'exterminer les Amérindiens. Ces derniers ont été affamés (prime au massacre de bisons), spoliés de leurs terres par la violence et la fourberie (non-respect des accords signés) et privés de leur liberté de culte ainsi que du droit de parler leurs langues. Cette politique est fréquemment nommée ethnocide. La chute démographique des Indiens d'Amérique est due aux épidémies, la plus connue étant celle de la variole. On ne peut nommer "génocide" le fait qu'une population ait été détruite par une pandémie (une pandémie qui a également touché les Blancs, huit millions d'Européens et Asiatiques tués par la variole pendant que les tribus, bien moins nombreuses, étaient contaminées). "A travers les Amériques, les maladies qui contaminaient les Européens se propagèrent de tribus en tribus, voyageant bien plus vite que les Européens eux-mêmes. On estime que 95 % de la population amérindienne pré-colombienne, les tribus les plus peuplées et les mieux organisées d'Amérique du Nord, les sociétés vivant au nord du Mississippi, disparurent entre 1492 et 1600, avant même que les Européens ne s'installent sur le Mississippi." Ce sont très certainement les conditions de vie (mauvaises) qui ont limité l'expansion des tribus. Ces conditions étaient notamment causées par le nomadisme. Les Indiens avaient de très mauvaises conditions de vie

et développaient des maladies qui allaient contribuer à leur effacement démographique : gripes violentes, encéphalites, maladies des yeux, des poumons, sans compter toutes les maladies véhiculées par les moustiques, par les animaux et par le climat.

Dr Jared Diamond (Université de Californie), Guns, Germs, and Steel : The Fates of Human Societies, W. W. Norton, 1997 (prix Pulitzer du meilleur livre de science), pages 78, 374. Ce sont très certainement les conditions de vie (mauvaises) qui ont limité l'expansion des tribus. Ces conditions étaient notamment causées par le nomadisme. Les Indiens avaient de très mauvaises conditions de vie et développaient des maladies qui allaient contribuer à leur effacement démographique : gripes violentes, encéphalites, maladies des yeux, des poumons, sans compter toutes les maladies véhiculées par les moustiques, par les animaux et par le climat.

1894 (Canada) La Loi sur les Indiens est amendée rendant obligatoire l'éducation des Amérindiens. (Dickason, 1992, p.334)

1905 De l'or est découvert à Yellowknife.

1909 (USA) 17 février. Mort du chef Geronimo. Le chef indien de la tribu apache Chiricahuas s'éteint à Fort Sill en Oklahoma à l'âge de 80 ans. Victime d'une pneumonie, il meurt dans la réserve où les Chiricahuas ont été installés par les Américains. Symbole de la résistance à l'occupation des hommes blancs sur les terres ancestrales des Indiens, Geronimo avait dicté ses mémoires au journaliste S.M. Barrett en 1905, dans "Geronimo, sa propre histoire".

1909 (Canada) Le premier juillet 1909, lors de la fête nationale du Canada, outrepassant les instructions qui lui avaient été servies par un gouvernement vacillant trop devant l'influence américaine, le capitaine Bernier pose alors un geste révolutionnaire. Sans le consentement du gouvernement canadien, ce Québécois prend possession et revendique la souveraineté canadienne sur toutes les îles et territoires arctiques y compris le fameux passage du nord-ouest.

1912 (Canada) La loi canadienne sur l'extension des frontières transférait au Québec tout le territoire au nord du 52^e parallèle de même que toutes ses richesses naturelles avec l'obligation pour le Québec de négocier un traité avec les Autochtones de la région avant de procéder à son développement. Le gouvernement québécois s'est longtemps peu intéressé à son destin nordique laissant le champ libre au gouvernement fédéral dans la gestion des communautés inuites.

1914 (Canada) Interdiction aux Amérindiens du port des vêtements traditionnels et de présenter des danses traditionnelles aux foires et aux «stampedes». (Dickason, 1992, p.326)

1914-1918 (Canada) La Loi sur les Indiens est amendée permettant l'appropriation de terres des réserves pour la production agricole sans le consentement des conseils de bande. (Dickason, 1992, p.326) On invoque les besoins de l'effort de guerre.

1916 (Canada) La Loi sur la réserve de St Peter's. Le réserve est reprise aux autochtones et les membres de la réserve sont relocalisés sur la Fisher River. (Dickason, 1992, p.325)

1917 (Canada) Amendement à la Loi sur les Indiens pour donner le droit de vote aux autochtones ne vivant pas sur les réserves, facilitant l'affranchissement des «Amérindiens». (Dickason, 1992, p.327)

1920 (Canada) Amendement de la Loi sur les Indiens habilitant le Surintendant général des Affaires indiennes d'affranchir les autochtones qu'il considère qualifiés sans demander leur consentement.

Découverte du premier puits d'huile de Norman Wells aux Territoires du Nord-Ouest. (Dickason, 1992, p.377)

Mise en vigueur plus stricte de l'éducation obligatoire des enfants «amérindiens» entre l'âge de 7 ans et de 15 ans.

1921 Lors d'un «potlatch», certains Kwagiutls de la Colombie-Britannique sont arrêtés et les objets culturels sont confisqués et remis au Musée national d'Ottawa. (Grant, 1984, p.140)

1924 (USA) 15 juin Les Indiens obtiennent la citoyenneté américaine La totalité des Indiens d'Amérique, qui ne sont plus que 250 000 au début du siècle, obtient la citoyenneté américaine, à condition que ceux-ci soient nés sur le territoire. C'est le début d'une certaine reconnaissance.

1927 (Canada) Interdiction aux Amérindiens de percevoir des fonds sans autorisation, mesure en vigueur jusqu'en 1951. Ceci rendait plus difficile la mise sur pied d'organisations politiques à des fins de revendications territoriales ou financières sans le consentement écrit du surintendant aux Affaires indiennes. (Dickason, 1992, p.324)

1928 (Canada) L'influenza dans le district du Mackenzie fait 600 morts chez les Amérindiens. (Fumoleau, 1973, p.335)

1930 L'agent indien est habilité à forcer un élève à rester à l'école résidentielle jusqu'à l'âge de 18 ans. Ainsi était nommé à l'époque, l'agent des Affaires indiennes. Son mandat découle de la loi sur les Indiens votée en 1876 pour acheminer tranquillement les Indiens vers la civilisation. Avec cette loi, les Indiens sont considérés comme mineurs et le gouvernement du Canada devient leur tuteur. A chaque été, l'agent effectue la tournée des bandes amérindiennes et distribue l'aide alimentaire (farine, huile etc.), l'aide matériel (vêtement, articles de chasse et pêche). Ainsi se met en place la structure administrative qui encadrera les Montagnais pendant un siècle. N'étant pas considérés comme des citoyens responsables, ceux-ci n'ont pas droit de vote et bénéficient de certaines exemptions fiscales. Résultat : la situation économique des Montagnais est dans une impasse. Les rivières à saumon sont entre les mains des étrangers et la question de la subsistance est loin d'être réglée par les secours gouvernementaux. Cette dégradation économique accélère la dépendance à l'alcool des Montagnais, victime d'un important trafic de spiritueux sur les réserves. Malgré la répression contre les trafiquants et les consommateurs, l'alcool demeurera toujours au cœur des préoccupations sociales des bandes amérindiennes. Devant la dégradation de la situation, on commence à parler de compensation, c'est ainsi que la notion d'argent indien (innushuniau en montagnais) apparaît dans le discours de revendications. Selon les Montagnais, cet argent provient des revenus que les gouvernements retirent depuis plusieurs années de l'exploitation de leur territoire ancestral. Par conséquent, il est normal qu'il serve à financer des services sociaux. Après la deuxième guerre mondiale, la révision des politiques du Ministère des Affaires indiennes se traduira par l'accès général à l'éducation primaire, par le versement d'allocations familiales. Par contre, pour recevoir cette aide, les Montagnais devront accepter l'obligation sine qua non de se sédentariser définitivement dans les réserves. À partir de 1970, le processus de sédentarisation est achevé, les réserves constituant des communautés bien établies.

1931 (Canada) La League of Indians of Western Canada demande au département d'établir des écoles sur les réserves parce que les élèves des écoles résidentielles ne font pas de progrès suffisants. (Lascelles, 1990, p.11)

1934 (USA) Les Indiens acquièrent le droit à la propriété Après des décennies de misère, les Indiens d'Amérique acquièrent le droit à la propriété. Ils peuvent ainsi emprunter et se lancer dans l'élevage ou l'agriculture. Dès lors, leur condition de vie commencera lentement à s'améliorer.

1946-1948 (Canada) Tenue de la Joint Senate and House of Commons Committee on the Indian Act suite aux pressions des organisations des vétérans

amérindiens et des différentes églises dénonçant les injustices et les restrictions inacceptables des habitants des réserves. Le comité recommande une «Claims Commission» pour régler toutes les questions des droits de traités. (Dickason, 1992, p.329 et Turenne, 1970, p.25)

1947 (Canada) Une délégation de l'Église Unie propose au comité parlementaire spécial d'abolir la tenue en tutelle des Amérindiens et d'accorder plus d'autonomie gouvernementale sur les réserves. (Hendrey, 1969, p.206)

1951 (Canada) La Loi sur les Indiens est révisée rendant possible des ententes contractuelles entre le gouvernement et les provinces ou d'autres juridictions pour permettre aux élèves amérindiens de fréquenter des écoles desservant la population allochtone. (Lascelles, 1990, p.11) La loi de 1876, 30 Victoria, chap.18, art.86, par.1, est révoquée. (Goulet et Peelman, 1983, p.141)

1955 (Canada) La politique fédérale prône de plus en plus l'intégration, c'est à dire l'éducation des Indiens dans les écoles de la population dominante.

1958 (Canada) La Commission oblate reconnaît qu'il y a eu du paternalisme dans l'approche missionnaire. (Hendrey, 1969, p.207) Tyendinaya, sur la rive nord du lac Ontario, est la première bande indienne à se voir confier la juridiction en matière d'administration financière. (Dickason, 1992, p.384)

1960 (Canada) Les Amérindiens obtiennent le droit de vote aux élections fédérales sans que soit compromis leur statut d'«Indien inscrit». (Dickason, 1992, p.400)

Dans les années 1960, la politique du département des Affaires indiennes est de limiter les prêts agricoles aux Amérindiens à 500\$ et de leur conseiller de louer leurs terres. (Buckley, 1992, p.101)

1960 USA - stérilisation en masse des femmes amérindiennes (environ 40 %).

(Canada) Les années 1950 et 1960 ont laissé un souvenir très amer à bien des aînés du Nunavik. À cette époque, plusieurs d'entre eux ont assisté impuissants à la mise à mort d'un nombre élevé de chiens par des représentants du gouvernement canadien. Les tueries, qui se sont déroulées dans l'ensemble des communautés inuites du Nunavik, avaient pour but de contrôler les maladies transmissibles par ces animaux, dont la rage. On cherchait également à réduire le nombre de chiens abandonnés errants depuis l'introduction de la moto-neige. Le problème, comme l'explique Frédéric Laugrand, professeur à la Faculté de théologie et de sciences religieuses, est que le fait d'attaquer les chiens fut perçu par les Inuits comme une attaque contre la communauté au sens large. On comprend alors pourquoi tuer massivement des chiens n'importe comment constitue un acte proche du génocide pour leurs propriétaires. À preuve les témoignages d'aînés rapportés dans le journal Nunatsiaq News du 26 mars 1999. «Des femmes, disait l'une, pleuraient comme si elles perdaient des membres de leur famille.» «On aurait dit une tentative de génocide lorsque nos chiens ont été tués, une tentative pour nous anéantir», racontait l'autre. Cinquante ans plus tard, un rapport du juge à la retraite Jean-Jacques Croteau établit pour la première fois la responsabilité des gouvernements québécois et canadien dans cette tragédie. Les gouvernements du Québec et du Canada doivent s'excuser auprès des Inuits du Nunavik et leur verser une compensation pour l'abattage systématique de leurs chiens d'attelage, survenu à la fin des années 50 et au début des années 60, conclut le rapport du juge Croteau. Selon ce document, des policiers québécois ont tué, à l'époque, plus d'un millier de chiens d'attelage appartenant à des Inuits. Menées au nom de la sécurité des villages, ces tueries ont été réalisées de façon brutale, sans tenir compte du rôle central que ces animaux jouaient dans le mode de vie des Inuits. Rédigé à la demande du gouvernement québécois et de la Corporation Makivik, qui représente les 14 villages du Nunavik, ce rapport établit pour la première fois la responsabilité des autorités «blanches» dans un épisode qui a marqué la mémoire collective des Inuits du Grand Nord québécois. Et qui a eu un impact douloureux sur leurs conditions de vie, mais aussi sur leurs relations avec les gouvernements du Sud. «L'attitude inflexible et cavalière adoptée par la police provinciale a empêché les propriétaires de chiens d'exercer les activités traditionnelles qui assuraient leur subsistance», écrit l'auteur du document. Ces policiers «ont traité le problème des chiens comme une infraction au Code de la route ou à un règlement municipal, ce qui a créé un ressentiment qui dure jusqu'à ce jour», poursuit-il. De leur côté, les policiers fédéraux, qui étaient présents au Nunavik à cette époque, ont péché par omission, puisqu'ils n'ont rien fait pour empêcher les massacres, affirme le rapport, qui fait actuellement l'objet d'une analyse au Secrétariat aux affaires autochtones. Le document retrace l'histoire de 10 des 14 villages établis le long de la baie d'Hudson et de la baie d'Ungava. Chaque histoire est différente, mais la séquence d'événements qui mène aux tueries de chiens est partout, grosso modo, la même. Jusqu'au début des années 50, les Inuits formaient des communautés nomades qui se déplaçaient sur un vaste territoire où leurs chiens pouvaient courir en liberté. Les communautés inuites organisaient déjà des «jours d'abattage» pour éliminer les chiens errants. Mais ce sont eux qui décidaient quelles bêtes tuer, de quelle façon et à quel moment.

1961 On recommande la mise sur pied d'une commission spéciale pour régler la question des revendications amérindiennes de la Colombie-Britannique, d'Oka, etc....(Turenne, 1970, p.25)

Le National Indian Council est fondé.

1963 (Canada) Énoncé de la politique de Lester B. Pearson selon laquelle il s'engage à nommer une «Indians Claim Commission», c'est-à-dire, un comité indépendant avec un mandat aussi vaste que possible pour examiner toutes les questions des revendications amérindiennes en vue de permettre l'égalité entière des Amérindiens aux Canadiens sans pertes des droits aborigènes, héréditaires ou d'usufruits. (Turenne, 1970, p.31)

Harry B. Hawthorn, professeur d'anthropologie à l'Université de la Colombie Britannique, est mandaté par le gouvernement fédéral de mener une étude des conditions sociales, économiques et éducatives des Amérindiens. (Dickason, 1992, p.384)

1965 (Canada) 400 Amérindiens de la région de Kenora manifestent à Ottawa contre le racisme et les pratiques discriminatoires des habitants (marchands, restaurateurs, etc.). (Hutchison et Wallace, 1977, p. 15 et Dickason, 1992, p.392)

1966 (Canada) Dépôt du Hawthorne Report, A Survey of the Contemporary Indians of Canada. Il déclare que les programmes de développement économique ont été faits au hasard, sans coordination et étaient sous-financés. Il dénonce la politique du gouvernement qui met l'accent sur la migration de la main-d'oeuvre plutôt que sur le développement économique. Dans le deuxième tome, il dénonce le fait que les conseils de bandes ne sont que des institutions pour approuver sans discussion les programmes du département des Affaires indiennes. (Hendrey, 1969, p.82-84) Il contient 151 recommandations. Sous-jacente aux recommandations est la conviction que les Amérindiens ne doivent pas être contraints de se plier aux valeurs et aux exigences de la société dominante sans qu'ils y consentent. On note que le revenu annuel moyen des Amérindiens est de 600\$ comparé à 1 400\$ du Blanc moyen. 94% des élèves ne complètent pas leur secondaire. Il recommande l'enseignement dans la langue autochtone et une révision des manuels scolaires qui sont insolents à l'égard des Amérindiens. Il note le faible degré d'autonomie gouvernementale et recommande un développement dans ce sens. (Dickason, 1992, p.384)

1967 (Canada) Publication du livre : Right to a Future The Native Peoples of Canada de John Melling par l'Église Unie et l'Église anglicane. Le livre reçoit l'appui de plusieurs églises dont l'Église catholique romaine.

1968 (Canada) Fondation du National Indian Brotherhood pour les Indiens inscrits. Cette organisation remplace la National Indian Council. (Hendrey, 1969, p.206 et Dickason, 1992, p.328)

1968 Fondation du mouvement des Indiens d'Amérique

Né d'une prise de conscience identitaire de plus en plus précise, l'American Indian Movement (AIM) est créé à Minneapolis par Dennis Banks notamment. Il a pour vocation de protéger le droit des Indiens d'Amérique et d'améliorer leur situation. Il se fait surtout connaître lorsque ses initiateurs décident d'occuper l'île d'Alcatraz. À la veille de 1974, les membres du mouvement occuperont également Wounded knee, dans le Dakota du Sud. Cette action est lourde de symbole étant donné que la dernière bataille des Indiens contre les colons américains se déroula à Wounded knee, en 1890.

Une Mohawk, Mary Two-Axe Early, entame une lutte contre la discrimination faite aux femmes en vertu de la Loi sur les Indiens. Cette lutte aura cours jusqu'à la victoire en 1985.

Élection du premier Amérindien au parlement canadien, Len Marchand, député de Kamloops-Cariboo. (Dickason, 1992, p.411)

Naissance du American Indian Mouvement (Red Power) au Minnesota. (Dickason, 1992, p.385)

1969 (Canada) Jusqu'en 1969, les Indiens devaient transiger avec le département des Affaires indiennes et ne pouvaient s'adresser à d'autres ministères. Livre blanc du Gouvernement du Canada sur la politique des Indiens. Cette politique propose l'abrogation de la Loi sur les Indiens, le démantèlement du Ministère des Affaires indiennes, une dépense de 500 000\$ sur 5 ans pour le développement économique, la remise du contrôle des réserves entre les mains des Amérindiens. Les Amérindiens pourront bénéficier des programmes des différents ministères tant du niveau provincial que fédéral. On propose la création de la Indian Claims Commission. Toutefois les droits aborigènes des Amérindiens ne sont pas reconnus et les traités sont considérés des garanties minimales devenus désuets.

1970 (Canada) Au cours des années 70, avec la crise du pétrole commence l'exploitation des ressources en pétrole et gaz naturel de l'Arctique. Le comportement des hommes du Sud change alors radicalement. Les chasseurs, les aventuriers et les missionnaires du XIXe siècle sont remplacés par les mineurs, les géologues et les ouvriers; l'expansion grossière de l'Arctique débuta. Les déversements des déchets provenant des forages pétroliers, de l'extraction minière, les émissions radioactives des navires à propulsion nucléaire menacent aujourd'hui les terres et eaux arctiques. Une étude canadienne démontre que 144 ours de l'extrême Nord arctique étaient contaminés par plusieurs substances toxiques, dont le DDT et autres pesticides employés à des milliers de kilomètres plus au sud. Les mers circumpolaires sont menacées par les déchets déversés en mer et transportés par les courants de l'Atlantique et du Pacifique. Des substances chimiques ont été trouvées dans chacun des maillons de la chaîne alimentaire arctique surtout dans les graisses et les viandes et bien sûr dans le sang et le lait maternel des Inuit. L'ampleur de ce crime écologique est telle que les Inuit pourraient, dans un avenir prochain, devoir passer à une diète de poulet et bœuf afin d'éviter la contamination. Ce nouveau régime alimentaire supposerait une véritable révolution culturelle puisque les Inuits n'ont à peu près pas modifié leur mode d'alimentation depuis leur arrivée au Canada, il y a plus de 8 000 ans.

Dans les années 70, des agences spéciales sont mises sur pied par les Amérindiens pour obtenir du crédit et des experts-conseils en agriculture.

Après une occupation prolongée, les Amérindiens de l'école Blue Quills près de Saint-Paul, Alberta, sont les premiers à obtenir, au Canada, la gestion de leur école sous la juridiction d'une bande amérindienne. (Dickason, 1992, p.337 et Cardinal, 1977, p.207-208)

1973 (USA) Un militant noir américain pour les droits civiques, Ray Robinson, qui a longtemps suivi Martin Luther King, débarque à Wounded Knee, dans le Dakota du Sud. Il souhaite apporter son soutien à la cause des « Native Americans », ainsi que l'on nomme les Indiens aux États-Unis, qui manifestent contre les injustices dont ils sont victimes dans le pays. Wounded Knee est un lieu emblématique et de sinistre mémoire. C'est là, en effet, que furent massacrés et jetés dans une fosse commune entre 150 et 300 hommes, femmes et enfants au matin du 29 décembre 1890, par le 7^{ème} régiment de Cavalerie du Colonel James Forsyth.

(Canada) En février, le ministre des Affaires indiennes reconnaît officiellement le document: Indian Control of Indian Education. Le Ministère des Affaires indiennes et du développement du Nord s'engage à agir selon ses recommandations. La Cour suprême du Canada se prononce en faveur des droits autochtones en déclarant que la Proclamation royale de 1763 était toujours en vigueur. (Monet, 1984, p.10) Le juge Morrow de la Cour Supérieure des Territoires du Nord-Ouest reconnaît que les « traités 8 et 11 n'avaient jamais « éteint » le droit de propriété des autochtones des TNO. (Goulet et Peelman, 1983, p.149)

1973 (Canada) Jugements Calder et Malouf. Deux jugements marquent un tournant dans les relations entre le Québec et les Autochtones. Le premier, le jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Calder, confirme l'existence des droits territoriaux des Autochtones du Canada. Le second, le jugement de la Cour supérieure du Québec dans l'affaire Malouf, reconnaît des droits aux Cris et aux Inuits sur les territoires que le Canada a cédés au Québec par les lois sur l'extension des frontières en 1898 et 1912. Le jugement Malouf ordonne la suspension des travaux sur les grands chantiers hydroélectriques de la Baie-James. Les négociations intensives qui s'engagent à la suite de ce jugement mèneront à la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois avec les Cris et les Inuits.

1974 (Canada) Les autochtones de Kenora organisent une marche de protestation à Ottawa. La Ojibway Warriors Society est fondée sous la direction de Louis Cameron suite à la vente du Anishinabe Park au village de Kenora sans la consultation des Amérindiens. Le terrain avait été acheté par le Département des Affaires indiennes pour servir de terrain de campement aux autochtones. (Hutchison et Wallace, p.98 et p.102-106 et Dickason, 1992, p.392)

1975 Signature d'une entente avec le Grand Conseil des Cris du Québec pour le développement de la baie James. L'entente de la Baie James reconnaît pour la première fois le droit des autochtones aux « subsurface rights ». La Convention de la Baie-James et du Nord québécois jette les bases de l'organisation sociale, économique et administrative d'une importante partie de la population autochtone du Québec. Elle couvre tous les aspects de la vie des Cris et des Inuits. Ceux-ci obtiennent notamment des terres sous forme de propriété foncière, de même que des droits exclusifs ou prioritaires de chasse, de pêche et de piégeage. De plus, les gouvernements fédéral et provincial leur accordent une compensation financière en échange de leurs droits.

1977 Rapport du juge Thomas Berger concernant la construction de pipelines à travers la vallée de la rivière Mackenzie. Il met en évidence les différences profondes d'interprétations de la vie humaine entre Amérindiens et la société dominante du Canada. (Peelman, 1992, p.85)

Conférence des organismes non gouvernementaux des Nations Unies sur la discrimination contre les peuples autochtones d'Amérique à laquelle participent des représentants des peuples autochtones d'Amérique. Cent nations autochtones adoptent la Déclaration de Principe pour la Défense des Nations et des Peuples Indigènes de l'hémisphère occidental. (Goulet et Peelman, 1983, p.147)

1978 (USA) 11 août Liberté de croyance pour les Indiens. Les États-Unis adoptent l'American Indian Religion Freedom Act, une loi permettant de protéger la liberté de culte des Indiens d'Amérique ainsi que leurs sites religieux.

Commence le développement des casinos dans les réserves : on en dénombre près de quatre centaines sur l'ensemble du territoire américain. Il n'en reste pas moins que dans certaines zones géographiques, les taux d'alcoolisme, de criminalité, d'illettrisme et de chômage restent préoccupants.

1978 (Canada) Création du Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit (SAGMAI). Le gouvernement du Québec crée une structure pour s'occuper de l'ensemble de la question autochtone au Québec. Organisme de coordination au sein du ministère du Conseil exécutif, le Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit est chargé de l'élaboration des politiques gouvernementales relatives aux affaires autochtones. Il assume aussi la coordination des activités des ministères et organismes gouvernementaux qui offrent des services directs aux Autochtones. 1978 Rencontre au sommet à Québec. Le gouvernement du Québec et 40 chefs de bande, accompagnés de 85 autres représentants autochtones, se réunissent à Québec, une première.

1980 Les autochtones d'Amérique présentent leurs griefs au Tribunal Russell à Rotterdam. Le Tribunal Russell conclut, entre autres, au sujet des Attikamek et Montagnais que le Gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux concernés « avaient unilatéralement éteint les droits fonciers des autochtones, en violation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (Art. 17) et de la Convention Américaine des Droits de l'Homme (Art.21). (Goulet et Peelman, 1983, p.147)

1982 (Canada) Fondation de l'Assemblée des Premières Nations pour tous les Amérindiens, inscrits et non-inscrits. (Dickason, 1992, p.328)

Adoption de la Loi constitutionnelle de 1982. La Loi constitutionnelle de 1982 inscrit la reconnaissance et la confirmation des droits existants – ancestraux ou issus de traités – des peuples autochtones dans la Constitution du Canada. Il s'agit d'un changement majeur du régime juridique canadien.

1983 (Canada) La Conférence des Premiers Ministres sur la Constitution et les droits autochtones. Les Amérindiens réclament « le droit à l'auto-détermination politique sur leurs territoires, ... et les droits qui en découlent (le droit de contrôler la mise en valeur du territoire, le droit de bénéficier des projets miniers, forestiers ou hydro-électriques qu'ils acceptent chez eux, le droit de créer leurs propres organismes politiques et de vivre selon leurs traditions culturelles et religieuses)... » (Peelman, p.5 et Peelman, 1992, p. 35)

1983 Adoption de 15 principes concernant le statut et les droits des Autochtones. Le gouvernement du Québec adopte 15 principes reconnaissant les nations autochtones et la nécessité d'établir des relations harmonieuses avec elles. 1983 Tenue d'une commission parlementaire sur les droits des Autochtones. Pour la première fois, les Autochtones sont invités à s'adresser à l'Assemblée nationale. Pendant trois jours, 17 groupes autochtones présentent des mémoires à la

commission parlementaire portant sur les droits des Autochtones.

1985 3e Conférence des premiers ministres sur les droits des autochtones du Canada. La pratique du Sweat Lodge (loge à sudation) est reconnue officiellement par le Service correctionnel du Canada qui est responsable des pénitenciers fédéraux. (Peelman, 1992, p.249)

L'Assemblée nationale du Québec reconnaît les droits aborigènes des peuples autochtones du Québec, habilitant le gouvernement du Québec à conclure des ententes reconnaissant le droit à l'autonomie gouvernementale des Amérindiens du Québec. (Dussault et Erasmus, 1993, p.9) L'Assemblée nationale du Québec adopte une motion de reconnaissance des nations autochtones et de leurs droits pour officialiser et baliser les grands principes que le gouvernement doit respecter dans ses relations avec les Autochtones. L'Assemblée nationale presse le gouvernement de conclure des ententes avec les Autochtones dans les domaines suivants : l'autonomie, la culture, la langue, les traditions, la possession et le contrôle des terres, la chasse, la pêche, le piégeage, la participation à la gestion des ressources fauniques et la participation au développement économique.

La loi C-31 abroge la loi qui affranchissait automatiquement les Amérindiennes qui mariaient des Blancs et leur descendant. (Dickason, 1992, p.331)

1990 (Canada) Cas Reine contre Sioui où le juge Lamer reconnaît le droit des Amérindiens à leurs terres sous le régime britannique et l'autonomie dont ils jouissaient dans leur juridiction interne. L'arrêt Sioui : c'est la victoire historique en Cour suprême du Canada au sujet des droits territoriaux et coutumiers permettant de baliser la souveraineté des Autochtones. Cet arrêt reconnaît le traité de Murray de 1760 (Dussault et Erasmus, 1993, p.21)

Le Ministère d'éducation du Manitoba signe une entente avec l'Assemblée des Chefs du Manitoba leur permettant d'administrer leur propre système d'éducation sur les réserves.

Cas Sparrow contre la Reine. Jugement de la Cour suprême du Canada qui implique «la reconnaissance des droits ancestraux (territoriaux et religieux) des Amérindiens, partout où ces droits n'ont pas été officiellement cédés par eux.» (Peelman, 1992, p.120)

1990 (Canada) L'Enquête auprès des peuples autochtones menée par Statistique Canada (1993) rapporte que 40 p. 100 des répondants estiment que la violence familiale est un problème dans leur communauté. Selon l'Aboriginal Justice Inquiry of Manitoba (1990), une femme autochtone sur trois est maltraitée par son conjoint. D'anciens témoignages et l'histoire orale indiquent que cette violence généralisée prévaut à l'époque de la colonisation de l'Amérique du Nord. Comme les autochtones sont évincés de leur territoire et placés dans des réserves, et comme les hommes perdent leurs rôles traditionnels en tant que chasseurs, pourvoyeurs et protecteurs, les conflits de rôles, la frustration et la colère qui s'ensuivent se manifestent souvent dans la violence que les maris exercent sur leurs femmes. La victimisation des femmes autochtones se concrétise ensuite dans les taux élevés de criminalité des femmes autochtones et dans la gravité des crimes pour lesquels elles sont incarcérées. Les taux plus élevés d'ennuis avec la loi préoccupent toutes les femmes autochtones et est le résultat non seulement de ce cycle de violence, mais aussi de la pauvreté et de la privation dont souffrent la plupart des peuples autochtones au Canada. Durant toutes les années 70 et 80, une question a attiré l'attention du monde entier : la discrimination exercée par la Loi contre les femmes autochtones qui perdent leurs droits ancestraux et issus de traités si elles épousent des non-autochtones ou des Indiens non-inscrits. La Loi sur les Indiens du gouvernement canadien a en effet établi une telle discrimination contre les femmes autochtones de 1869 jusqu'à 1985, année où le projet de loi C-31 a modifié la Loi sur les Indiens afin d'en retirer les éléments de discrimination et de la rendre conforme à la Charte des droits et libertés. La modification de 1985 permet aux femmes mariées à des non-autochtones et à celles qui, pour toute autre raison, ont perdu leur statut d'Indien et les droits et avantages s'y rattachant, de demander le rétablissement de leur statut et de leurs droits, et permet à leurs enfants de demander d'être inscrits en tant qu'Indiens. La Loi permet maintenant aux femmes autochtones de conserver leur statut, que leur mari soit inscrit ou non, et de léguer leur statut d'Indien à leurs enfants, comme les hommes l'ont toujours fait.

1990 (Canada) 11 mars - Début de la Crise d'Oka

Des Mohawks de la réserve Kanasatake érigent des barrages dans



le but d'empêcher l'agrandissement d'un terrain de golf dans la municipalité d'Oka

La tension monte et, le 11 juillet, la Sûreté du Québec attaquera le barrage. Un témoin de l'évènement, Debbie Étienne, raconte : «Les bulldozers s'en venaient, puis des hommes enjambaient les obstacles, puis tac, tac, tac, on entendait les balles soulever les feuilles. On voyait le sable qui sautait, puis des gens qui se jetaient par terre. Je me suis mise à couvert, des gens criaient, demandaient si quelqu'un avait été touché.» Plusieurs coups de feu seront tirés au cours de l'assaut qui entraînera la mort du caporal Marcel Lemay. À la suite de ces événements qui feront la une des journaux, des négociations seront entreprises entre le gouvernement provincial et les autorités de la réserve de Kanesatake. Leur embourbement, et la venue éventuelle de l'armée pour tenter de solutionner l'impasse, constitueront des moments importants de cette «crise d'Oka» dont la phase la plus aigüe ne prendra fin qu'en septembre, avec la levée des barricades.

1 mai 1990 - Intervention policière sur la réserve amérindienne d'Akwesasne

Les policiers de la Sûreté du Québec et leurs confrères de l'État de New York interviennent sur la réserve amérindienne d'Akwesasne à la suite du meurtre de deux Mohawks.

Cette tuerie, la dernière d'une série d'incidents violents survenus sur la réserve au cours des derniers mois, est liée à la lutte que se livrent partisans et opposants à la venue d'un casino à Akwasasne.

3 août 1990 - Érection de barrages par des citoyens de Châteauguay

Quelques semaines après le début de la crise d'Oka, des citoyens de Châteauguay en colère décident d'établir des barrages sur les routes 15 et 132.

Cette action mène à une intervention policière qui se soldera par quelques arrestations. Le 12 août, 150 personnes participeront à une initiative du groupe Solidarité-Châteauguay et effectueront un blocus sur le pont de Saint-Louis-de-Gonzague. Cela mènera à un affrontement entre les contestataires, les agents de la Sûreté du Québec et ceux de la Gendarmerie royale du Canada. Objets de toutes sortes et gaz lacrymogène sont échangés au cours de cette altercation qui fera plusieurs blessés et quelques arrestations.

17 août 1990 - Demande d'intervention des Forces armées canadiennes par le premier ministre du Québec

Un mois après l'assaut de la Sûreté du Québec contre les barricades érigées par les Mohawks à Oka, le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, demande aux Forces armées canadiennes de relever la Sûreté du Québec.

Dix jours plus tard, le 27, le premier ministre annonce que les négociations avec les représentants de la tribu sont rompues et que l'armée entreprendra le démantèlement des barricades. Le lendemain, le 28, des citoyens de La Salle en colère bombardent d'objets les voitures d'autochtones qui quittent Kahnawake devant la menace de l'armée. Personne ne sera blessé gravement. Mais le mois suivant se déroule dans un climat de tension, la crainte d'une confrontation entre les soldats et le groupe des Warriors suscitant une vive appréhension dans l'opinion publique. Le 6 septembre, le ministre des Transports du Québec, Sam Elkas, annoncera finalement l'ouverture du pont Mercier et des routes 132, 138 et 207.

26 septembre 1990 - Fin de la Crise d'Oka

Le démantèlement des dernières barricades et la reddition des Warriors met un terme à la Crise d'Oka. Celle-ci était entrée dans sa phase la plus aigüe depuis la charge de la Sûreté du Québec et le décès du caporal Marcel Lemay, le 11 juillet 1990.

Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, dira de cet été mouvementé : «C'est la crise la plus difficile de mes 15 années de pouvoir.» Un an plus tard, le 26 août 1991, le gouvernement fédéral instaurera une Commission d'enquête chargée d'étudier l'évolution des relations entre les peuples autochtones, le gouvernement du Canada et la société canadienne dans son ensemble. Son rapport, publié en 1996, met en évidence la «nécessité d'une restructuration complète des relations entre les peuples autochtones et non autochtones du Canada».

1992 (Canada) Acquittement de Mohawks accusés d'entrave à la justice. Un jury acquitte 34 Mohawks d'avoir participé à une émeute et entravé la justice en septembre 1990 lors de l'intervention de l'armée à Oka. L'annonce du verdict soulève l'enthousiasme des amis des accusés présents dans la salle pour l'occasion. Pour l'avocat de la défense, Richard Corriveau : «Le verdict constitue aujourd'hui le dénouement de cet acharnement des Mohawks à défendre l'intégrité de leurs territoires.» Plusieurs chefs d'accusation étaient portés contre les Mohawks, dont celui de possession d'armes à feu.

"Abya Yala" est le nom choisi en 1992 pour désigner le continent américain par les nations indigènes qui refusent la référence à Amerigo Vespucci. (America) Le nom "Abya Yala" qui signifie "terre dans sa pleine maturité" vient de la langue des Kunas de Panama qui utilise cette expression pour nommer l'Amérique. Le 21 juin est la fête nationale des Autochtones du Canada et marque le début du solstice d'été.

1992 (Canada) Un volumineux rapport intitulé « Commission royale sur les peuples autochtones » recommande de traiter d'égal à égal avec les Premières nations en tenant compte de quatre grands principes directeurs : la reconnaissance, le respect, le partage et la responsabilité.

1996 Jugements Adams et Côté. Deux jugements de la Cour suprême du Canada, les affaires Adams et Côté, reconnaissent à certains Autochtones du Québec un droit ancestral de pêche à des fins alimentaires dans certains cours d'eau.

2000 (Canada) 23 octobre - Signature d'une entente entre Ottawa et Kahnésatake. À la suite d'une entente entre le gouvernement fédéral et les autorités de Kahnésatake, cette communauté devient la seule qui n'est plus sous la juridiction des Affaires indiennes et du Nord Canada.

Un système législatif sera mis sur pied dans la communauté Mohawk, imposant aux autochtones le respect des lois et des juges mohawks qui seront nommés afin de faire respecter ces lois. Le grand chef du conseil de bande, James Gabriel, s'attaquera prioritairement au chômage, qui se situe entre 50 et 60 %. Gabriel affirme : « Nous sommes partis de loin. Jamais rien n'a été fait ici pour améliorer le sort des membres de la communauté, c'est pour cette raison que nous avons connu de la difficulté avec les anciens. Dorénavant, nous allons avoir nos lois et notre système judiciaire pénal et civil (...) Actuellement, nous ne sommes pas capables de communiquer par courriel et si nous voulons amener chez nous des commerces et des industries, il est primordial qu'ils puissent utiliser l'Internet. Je pense bien pouvoir conclure une entente avant les prochaines élections ici. » [détails]

2002 (Canada) La Paix des Braves (traité). Ce traité a été qualifié d'historique tant par son ampleur que par ses aspects novateurs et a été salué comme tel par la communauté internationale. Les principes de cette entente signée en 2002 entre les Cris (Ted Moose, chef) et le Québec (Bernard Landry, Premier ministre) favorisent la coopération, la confiance et le respect mutuel visant à assurer le plein développement du territoire. Ainsi, une autonomie accrue dans la prise en charge par les Cris de leur développement économique et communautaire et le respect des principes environnementaux du développement durable et du mode de vie traditionnelle de la nation crie sont au cœur du texte signé. A suivi une entente distincte avec la société d'État Hydro-Québec pour garantir des emplois et des contrats aux entreprises crie principalement au barrage de la Rivière-Rupert. Cette entente encadre les procédures juridiques existantes au moment de l'entente et établit une série de procédures à suivre pour régler tout conflit possible sur tout autre sujet de mésentente. Le traité de la Paix des Braves respecte en tout point par le Québec la Déclaration des Nations Unies sur les droits autochtones que le Canada a cependant refusé de signer.

2006 (Canada) Forum socioéconomique des Premières Nations (Mashteuiatsh). Le Forum de Mashteuiatsh constitue le premier forum socioéconomique des Premières Nations. Cet événement a rassemblé autour d'une même table les représentants des Premières Nations, de la société civile ainsi que des gouvernements du Québec et du Canada. Les discussions ont porté sur cinq grands sujets : l'économie et l'emploi ; la santé, les services sociaux et les services à l'enfance ; la culture et l'éducation ; les infrastructures et le logement, ainsi que le développement communautaire durable.

2007 (USA) La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones fut adoptée. Son adoption fut accueillie comme un « triomphe pour les peuples autochtones à travers le monde ». Malheureusement cette date est aussi une date honteuse pour le Canada qui refusa avec les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, tous au lourd passé conflictuel avec leur population autochtone, de signer la nouvelle déclaration. En décembre 2007, le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les Inuits ont conclu une entente de principe sur la fusion de certaines institutions publiques et la création d'un gouvernement régional au Nunavik, une première au Québec et au Canada. La naissance prochaine d'une telle institution marquera le pas vers une responsabilisation accrue des collectivités inuites et consolidera la prise en charge de leur propre gouvernance

2009 Des femmes huronnes-wendates instituent la tenue du conseil général des femmes indiennes.

2014 (Canada) Génocide canadien des enfants des Premières nations. Les dossiers de la mort de dizaines de milliers d'enfants des Premières nations qui sont morts pendant la période de résidence dans les écoles/pensionnats qui opéraient au Canada, ont été remis à la Commission Vérité et Réconciliation. Plusieurs gouvernements provinciaux ont donné leurs dossiers à la commission, qui va maintenant recouper les informations avec des listes d'élèves pour déterminer qui, parmi les enfants sont morts et où ils pourraient être enterrés. Environ 150.000 enfants des Premières nations, des Inuits et des Métis enfants sont concernés. Beaucoup d'enfants ne sont jamais retournés dans leurs foyers, selon la commission. Certains se sont enfuis, certains sont morts.

2015 Le premier ministre a décidé de lancer une consultation auprès des familles et des proches des femmes autochtones avant de définir le mandat de la commission. Les femmes autochtones sont trois fois plus à risque de violence que les autres Canadiennes et surreprésentées parmi les femmes disparues et assassinées au pays. En 2014, on apprend que leur nombre - 1186 en 30 ans - dépasse les estimations précédentes, qui avoisinaient plutôt les 600.

2016 (Canada) L'enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées doit s'attarder au trafic humain de femmes autochtones sur des navires en partance de Thunder Bay, déclare Dawn Lavell-Harvard, la présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada.

2016 (Canada) Attawapiskat village crie « le peuple de la rivière » est frappée par une vague de suicides. Onze personnes ont tenté de mettre fin à leurs jours dans la seule journée du 2 avril, auxquelles s'ajoutent



28 tentatives en mars. Au total, le chef de la réserve d'Attawapiskat, Bruce Shisheesh, a recensé une centaine d'actes désespérés depuis le mois de septembre. Le plus jeune avait seulement 9 ans. Depuis septembre, 101 personnes ont fait une tentative de suicide dans cette communauté crie d'environ 2000 personnes située près de la baie James dans la province d'Ontario.

Attawapiskat n'en est pas à ses premières crises: depuis des années, la petite communauté doit faire face à des crues printanières, à la contamination de son eau potable, à une pénurie de logement salubre et à la fermeture de son école, condamnée.

2016 (Canada) Le gouvernement canadien contestait depuis plusieurs années en cour suprême un jugement de la cour fédéral qui a statué que les Métis du Canada ont le même statut juridique et les mêmes droits que les Indiens inscrits et que la Loi sur les Indiens s'appliquent pour eux. Les Métis et les Indiens non inscrits sont des « Indiens » au sens de la loi, a tranché ce matin (14 avril) la Cour suprême du Canada. Ils sont donc sous la responsabilité du gouvernement fédéral. Les Métis et les Indiens non inscrits obtiennent donc un nouveau pouvoir de négociation pour obtenir d'Ottawa du financement et des programmes. Ce jugement important en faveur des Métis fait doubler la population des Autochtones au Canada.